



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANTA
Agence Nationale
Traitement Automatisé d'Infractions

2021

Rapport d'activité



Rédaction

ANTAI

Réalisation et accessibilité

Deux Quatre SAS – www.deuxquatre.fr

Agence spécialisée en communication publique

Direction artistique : Elsa Folli

Crédits photographiques

Adobe Stock, Shutterstock, Deux Quatre

Impression

HandiPRINT

HandiPRINT est une entreprise adaptée créée en 2010, qui emploie durablement près de 140 collaborateurs, dont 120 en situation de handicap.

Imprimé sur du papier couché 100% recyclé

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2021

Agence Nationale de Traitement
Automatisé des Infractions

L'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) est un établissement public créé en 2011 sous la tutelle du ministère de l'Intérieur.



L'Agence a pour principale mission le traitement automatisé des infractions faisant l'objet d'une procédure d'amende(s) forfaitaire(s), qu'il s'agisse des infractions relevées par l'intermédiaire des équipements radars ou via un Procès-Verbal électronique (PVe).

Elle agit pour l'État et les collectivités locales en faveur d'une plus grande sécurité sur les routes, de la transformation de

la procédure pénale et du traitement automatisé d'un nombre croissant d'infractions du quotidien.

Actrice de la transformation de l'action publique, l'Agence œuvre à l'amélioration constante de ses services, notamment par la simplification des démarches pour les usagers et l'administration.

Avant-propos du président
du Conseil d'administration

p.06

Introduction du directeur
de l'Agence

p.08

L'essentiel des chiffres
clefs 2021

p.11

L'année 2021
en faits marquants

p.12

Partie 1

Le contrôle automatisé :
une expertise historique,
des dispositifs novateurs

p.14

Partie 2

La verbalisation électronique :
un outil, des usages multiples
pour les politiques de sécurité

p.24

Partie 3

Usagers et partenaires :
qualité et innovations
de service

p.34

Glossaire

p.58

Partie 4

La gestion des ressources :
valoriser l'existant, anticiper
le changement

p.46

«Ces deux dernières années prouvent
s'il en était besoin l'efficacité et la
robustesse du savoir-faire de l'ANTAI
qui a su assurer la continuité du
service, tout en se remettant en cause,
et en faisant concomitamment avancer
de grands projets de transformation
publique que l'Agence coordonne
et impulse.»

PASCAL JOLY
Préfet, Président du Conseil d'administration de l'ANTAI

AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pascal JOLY
Préfet,
Président du Conseil
d'administration
de l'ANTAI



Présider le Conseil d'administration de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) est pour moi un enrichissement et un enjeu permanent. En un peu plus de deux ans, j'ai en effet vu l'Agence continuer à grandir, s'adaptant aux conditions exceptionnelles de fonctionnement que nous avons connu depuis le début de la crise sanitaire, sachant innover avec réactivité lorsqu'elle était sollicitée y compris dans des délais très courts, et démontrant beaucoup de capacités de résilience. L'expertise de l'ANTAI s'est aussi imposée depuis une dizaine d'années d'exercice comme une référence dans le paysage institutionnel français du numérique, et inspire désormais même ses homologues européens.

Malgré la crise sanitaire qui nous a imposé des conditions de travail inédites, le Conseil d'administration a pu continuer à remplir efficacement ses missions, se réunissant en moyenne quatre fois par an.

Ces deux dernières années prouvent s'il en était besoin l'efficacité et la robustesse du savoir-faire de l'ANTAI qui a su assurer la continuité du service, tout en se remettant en cause, et en faisant concomitamment avancer de grands projets de transformation publique que l'Agence coordonne et impulse.

La bonne gestion au quotidien de l'établissement est aussi au rendez-vous, et les résultats attestent d'un niveau historique de traitement avec un haut niveau de performance pour les objectifs annuels qui sont régulièrement présentés devant le Conseil d'administration.

J'en veux pour preuve l'approbation du contrat d'objectifs et de performance 2020-2023 qui est venu fixer d'ambitieux objectifs pour l'ANTAI ou encore l'approbation de l'acquisition du Centre National de Traitement de Rennes où est traité un volume industriel d'amendes forfaitaires avec près de 52 millions de courriers envoyés en 2021.

Alors que 2022 s'annonce comme une période propice à l'engagement d'un nombre significatif de chantiers novateurs pour l'ANTAI et pour ses partenaires, à commencer par les nouveaux traitements automatisés en matière d'infractions environnementales et la révolution des amendes forfaitaires délictuelles, qu'il me soit permis de saluer ici toutes les équipes de l'ANTAI, ainsi que l'ensemble des services et administrations membres du Conseil pour leur engagement et soutien constant. C'est grâce à eux tous que les projets portés par l'Agence aboutissent et deviennent une véritable réussite collective pour la modernisation des politiques de sécurité, au service de nos concitoyens.

C'est dans cet état d'esprit que je souhaitais introduire le rapport annuel 2021 au travers duquel l'ANTAI montre toute l'importance et la richesse de son rôle d'expert du traitement automatisé, de coordinateur de projets interministériels d'envergure et de partenaire institutionnel au sein d'un riche environnement public et privé. ●

«Par leur diversité et le degré
d'expertise qu'ils requièrent, ces projets
ont permis à l'ANTAI de conforter
sa vocation de servir l'intérêt public,
d'innovation et de transformation {...}»

LAURENT FISCUS
Préfet, Directeur de l'ANTAI

INTRODUCTION DU DIRECTEUR DE L'AGENCE

En 2021, pour la seconde année consécutive, la gestion de la crise sanitaire a très largement mobilisé les équipes de l'ANTAI. Cette année a aussi été marquée par une actualité très chargée qui a conduit l'ANTAI à intervenir sur des chantiers nombreux et structurants de modernisation de l'action publique, et, a abouti à un enrichissement sans précédent des métiers et expertises de l'Agence.

De la sécurité routière au délit d'usage illicite de stupéfiants, en passant par les nouveaux dispositifs de contrôle automatisé appliqués aux infractions environnementales, le spectre de traitement de l'Agence n'a jamais été aussi diversifié, et le nombre de nouveaux projets qu'elle coordonne élevés. Avec plus de 51 millions de courriers traités en 2021, le volume des traitements a atteint un haut historique, jamais égalé pour l'Agence.

Plusieurs succès opérationnels sont emblématiques de la capacité de l'ANTAI à répondre avec efficacité et célérité aux nouvelles attentes des pouvoirs publics. Ainsi, avec l'ensemble des acteurs de la chaîne pénale, l'Agence a engagé, seulement neuf mois après le lancement des travaux initiaux et un mois et demi après la généralisation de l'AFD stupéfiants, l'expérimentation simultanée de deux nouvelles amendes forfaitaires délictuelles distinctes et relatives aux occupations d'immeubles collectifs et aux installations illicites sur le terrain d'autrui.

Par leur diversité et le degré d'expertise qu'ils requièrent, ces projets ont permis à l'ANTAI de conforter sa vocation de servir l'intérêt public, d'innovation et de transformation, avec le souci constant de garantir la sécurité de ses systèmes d'information et l'acceptabilité sociale des traitements dont elle assure la maîtrise d'œuvre.

Alors que la crise sanitaire a singulièrement montré l'intérêt et l'importance des usages dématérialisés, l'Agence a parallèlement accéléré ses démarches de transformation, de modernisation et de simplification pour un service aux usagers plus simple, plus efficace et plus proche. Les enjeux sont nombreux et élevés, parmi lesquels un changement d'échelle de la dématérialisation des avis de contravention à l'horizon 2023.

Pour 2022, le défi de l'Agence sera de poursuivre la trajectoire d'élargissement et de montée en charge amorcée ces dernières années, tout en renouvelant ses principaux marchés publics et en modernisant son architecture de traitement pour lui permettre de supporter un volume exponentiel et d'intégrer de nouveaux usages comme la meilleure détection des cas de fraude au système de contrôle automatisé.

Ensemble, nous pourrions prendre appui sur ce qui fait la force de l'Agence : une communauté de travail forte de ses compétences et de sa richesse humaine, un environnement institutionnel pluripartenarial unique, et, l'engagement de tous à rendre le traitement des infractions du quotidien plus efficace, moderne et acceptable pour nos concitoyens. ●



Laurent FISCUS
Préfet, Directeur de l'ANTAI

L'ANTAI en bref.

L'EXPERTISE DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES INFRACTIONS

AGIR POUR LES POLITIQUES DE SÉCURITÉ

Depuis 2011, l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions pilote la chaîne contraventionnelle et plus récemment délictuelle dans le cadre de la politique de sécurité routière. Dans la période récente, le périmètre des infractions qu'elle traite a été étendu à d'autres infractions du domaine contraventionnel et délictuel et englobe désormais :

- les infractions relevées par l'intermédiaire d'un radar (vitesse, feux rouges) ou d'un Procès-Verbal électronique (PVe);
- la non-désignation des conducteurs de véhicules professionnels;

- les amendes forfaitaires applicables aux délits de conduite sans permis, conduite avec un permis non adapté à la catégorie du véhicule et de circulation d'un véhicule sans assurance, ainsi que d'usage de stupéfiants depuis le 1er septembre 2020, d'occupations illicites depuis le 1er février 2022 et d'installations illicites expérimentées depuis le 19 octobre 2021.

Dans le contexte de la crise sanitaire, l'Agence a été également mobilisée pour apporter un soutien opérationnel aux forces de sécurité intérieure et pour assurer le respect des règles sanitaires.

TRANSFORMER L'ACTION PUBLIQUE

Actrice de la simplification des démarches administratives et de la transformation numérique de l'État, l'ANTAI contribue à améliorer la qualité et l'efficacité de l'action publique en dématérialisant chacune des étapes de ses chaînes de traitement. L'Agence conçoit ainsi des applications pour améliorer la

qualité des services rendus à l'utilisateur, et parallèlement, simplifier le travail des partenaires impliqués dans le traitement de l'infraction ou de la contestation. Elle veille également à la sécurité juridique et informatique des procédures et des outils qu'elle développe. Enfin, l'ANTAI joue un rôle clef dans la production de services innovants, la fiabilisation des procédures administratives et la valorisation des données au service des différentes politiques publiques qu'elle accompagne.

ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS

Partenaire des collectivités territoriales depuis sa création, l'ANTAI met au point des services adaptés à leurs besoins. Elle leur fournit notamment des outils de verbalisation et de traitement automatisé des données, en particulier depuis la décentralisation du stationnement payant.

QUI SOMMES-NOUS ?

- Un établissement public créé en 2011, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur
- Une double localisation à Rennes et à Paris
- Un rôle de pilotage de projets interministériels
- Un acteur public de la transformation numérique de l'Etat

PRODUCTION

14,7 millions
d'Avis de Contraventions (ACO)
initiaux envoyés au titre du
contrôle automatisé, soit une
hausse de 14% par rapport à 2020

13,6 millions
d'Avis de Contraventions (ACO)
initiaux envoyés au titre du **procès
verbal électronique** (contraven-
tionnel), en augmentation de 10%
par rapport à 2020

11 millions
d'Avis de Paiement (APA) initiaux
ont été envoyés au titre du **forfait
de post-stationnement**, soit 67%
de plus qu'en 2020

Plus de 225 000
Amendes Forfaitaires Délictuelles
(AFD) ont été envoyées, soit le
double par rapport à 2020, en
lien avec la généralisation de
l'**Amende Forfaitaire Délictuelle**
(AFD) stupéfiants mais également
avec une hausse importante des
délits routiers (notamment défaut
d'assurance) relevés en 2021

RELATION USAGERS

Plus de 8 millions
de courriers reçus

Près de 52 millions
de courriers envoyés

1,6 millions d'appels
traités par le Centre d'appels

14,4 millions
de visites sur le site web

3/4 des paiements
dématérialisés

2 sites
Paris
et
Rennes

52 millions
de courriers
envoyés
en 2021

4
chaînes
de traitement

CA - PVe - SID - FPS

2/3
des démarches
de contestation/désignation
réalisées en ligne

PARTENAIRES

4406 communes
utilisant le Procès-Verbal
électronique (PVe)

564 communes
conventionnées Forfait
Post-Stationnement (FPS)

20 pays européens
conventionnés au titre du contrôle automatisé (CA)

L'année 2021
en faits
marquants.

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

SEPTEMBRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

12 mars 2021

Renouvellement des conventions entre l'ANTAI, la DGPN et la DGGN relatives au financement de la location et du fonctionnement de terminaux NEO au titre du PVe

15 mars 2021

Début du paiement minoré par la Ville de Paris

31 mars 2021

Acquisition du site du Centre National de Traitement à Rennes, deux jours après le 10ème anniversaire de l'ANTAI

12 AVRIL 2021

Mise en production du module IA Flash de reconnaissance marque/modèle par intelligence artificielle

MAI 2021

Mise en service des bornes de recharge pour véhicules électriques au CNT

10 JUIN 2021

Par décision unanime du Conseil d'administration, application du plan d'actions pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au ministère de l'Intérieur 2021-2023

Rentrée 2021

Amorce des travaux de réflexion sur le programme CNT6

10 septembre 2021

Atteinte de 100 000 dossiers relatifs à l'AFD stupéfiants intégrés au CNT

27 septembre 2021

Candidature de l'ANTAI au programme France Relance pour la modernisation du parcours numérique proposé aux usagers

15 octobre 2021

Lancement de projets innovants en lien avec des start-up (détection de motos)

19 octobre 2021

Lancement de l'expérimentation des Amendes Forfaitaires Délictuelles pour occupations et installations illicites

19 novembre 2021

Tenue du séminaire annuel de l'Agence à Paris

13 décembre 2021

Lancement de projets innovants en lien avec des start-up (anonymisation des images)

Partie I

UNE EXPERTISE HISTORIQUE, DES DISPOSITIFS NOVATEURS

- 1 -

LE CONTRÔLE AUTOMATISÉ PAR RADAR
UN CŒUR DE MISSION ESSENTIEL
POUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

●

- 2 -

LE BILAN ANNUEL DE LA COOPÉRATION
EUROPÉENNE

En vertu de l'article 322-3 du code pénal, toute dégradation ou détérioration des dispositifs de contrôle constitue une infraction punie d'une peine d'emprisonnement de 5 ans et de 75000€ d'amende.

Le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins sur ces équipements est puni d'une amende de 15000€ et d'une peine de travail d'intérêt général.

1

Le contrôle automatisé par radar : un cœur de mission essentiel pour la sécurité routière

Sous l'effet de la reprise progressive des déplacements fortement contraints par la crise sanitaire en 2020, le traitement des infractions relevées par radar automatisé a connu une hausse sensible en 2021, se rapprochant des niveaux historiques atteints en 2018 voire 2017. La poursuite du renouvellement et de la modernisation du parc de radars par le Département du Contrôle Automatisé (DCA) de la Délégation à la Sécurité Routière (DSR) a permis de garantir l'efficacité des traitements automatisés.

LA POURSUITE DU RENOUVELLEMENT DU PARC DE RADARS

Le contrôle automatisé repose sur l'exploitation d'un parc de radars multiformes, qui constituent un outil central de la politique de sécurité routière en France. La Délégation à la Sécurité Routière, tutelle de l'Agence, a la responsabilité des dispositifs de contrôle automatisé et en est le maître d'œuvre pour leur déploiement, entretien et renouvellement.

Depuis le Centre National de Traitement de Rennes, l'ANTAI pilote l'ensemble de la chaîne contraventionnelle, de la gestion du message d'infraction (MIF) relevé par les radars à l'envoi de l'avis de contravention, puis à la facilitation des

paiements et des contestations auprès du ministère public.

Parc radars : des équipements en augmentation et diversifiés

Les radars automatiques luttent contre la vitesse excessive ou inadaptée, premier vecteur de mortalité. Au 31 décembre 2021, **le parc des radars est composé de 4 422 équipements de terrain, soit une augmentation de 198 par rapport au 31 décembre 2020**. C'est un volume de radars automatiques équivalent à celui de fin 2017 (4 446 radars automatiques déployés). La modernisation du parc des radars s'est poursuivie en 2021 avec notamment la progression du déploiement

des radars tourelles pour atteindre 998 ETT au 1er janvier 2022. Ces nouveaux radars remplacent en priorité les radars du contrôle de vitesse vandalisés en 2018 et 2019, puis les radars en fin de vie, notamment les radars de franchissement de feux, initialement concernés par le plan de modernisation du parc des radars.

Par ailleurs, d'autres radars, fixes ou de chantier, plus modernes et plus fiables, remplacent les radars sur les zones ne pouvant accueillir des radars tourelles. **En 2021, un nouveau modèle de radar permettant de contrôler les vitesses ou le franchissement de feux a été expérimenté dans les zones urbaines : l'ETU (Equipement de Terrain Urbain).**

Le taux de disponibilité des équipements en hausse grâce à la poursuite du renouvellement du parc de radars de contrôle des vitesses

Le taux de disponibilité indique le rapport entre le nombre d'équipements disponibles et le nombre total d'équipements en service. Il s'établit à 86,9% pour l'ensemble des équipements du contrôle automatisé en 2021, en hausse de 4,8 points par rapport à 2020 grâce au renouvellement et à la modernisation d'une grande partie du parc vandalisé.

Le taux de disponibilité s'est particulièrement amélioré pour les radars fixes, fortement impactés par le vandalisme, pour dépasser le niveau de 2018. En revanche, il a légèrement diminué pour les radars de franchissement à environ 68% (contre 84% en 2018 et 70,5% en 2020). Cela s'explique par un parc vieillissant qui doit prochainement faire l'objet d'une modernisation.

Le taux de disponibilité des équipements mobiles, quant à lui, reste stable, ces radars étant épargnés par les dégradations.

LES PRINCIPAUX CHIFFRES DU CONTRÔLE AUTOMATISÉ

Infractions radars : un nombre en hausse

En 2021, **le nombre de dossiers d'infraction (DIF) issus des radars du contrôle automatisé (CA) a augmenté de 19% par rapport à 2020, pour atteindre 22,1 millions**. Cette hausse est d'abord à mettre en relation avec le trafic routier plus important en 2021 qu'en 2020 du fait des restrictions de déplacement plus strictes l'année passée dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire, mais aussi avec la poursuite du renouvellement du parc des radars dégradés en 2018 et 2019.

Crise sanitaire et efficacité des traitements automatisés

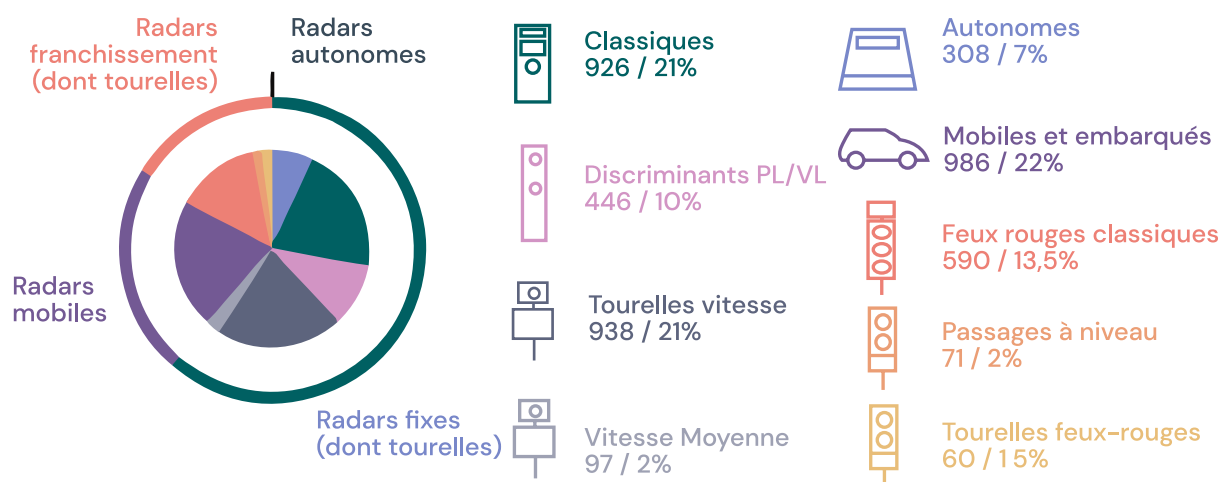
En parallèle, **le nombre d'avis de contravention (ACO) initiaux envoyés par l'Agence au titre du contrôle automatisé a, quant à lui, augmenté de 14% en 2021 par rapport à 2020 et s'élève à 14,7 millions**.

Le ratio ACO/DIF du contrôle automatisé des vitesses pour les immatriculations françaises s'est élevé à **73,4% sur l'année 2021**, en légère baisse par rapport aux résultats de 2020 (-2,2 points) mais très supérieur à celui de 2018 et 2019 (respectivement 66,5 % et 65,1 %) grâce à la poursuite de la réhabilitation des radars dégradés entre le deuxième semestre 2018 et le premier semestre 2019 en marge des mouvements sociaux, ainsi qu'à la modernisation du parc des radars.

La chaîne de traitement des infractions du contrôle automatisé des radars a fonctionné de manière continue en cette année 2021 et n'a pas été arrêtée comme en 2020 suite aux mesures sanitaires.

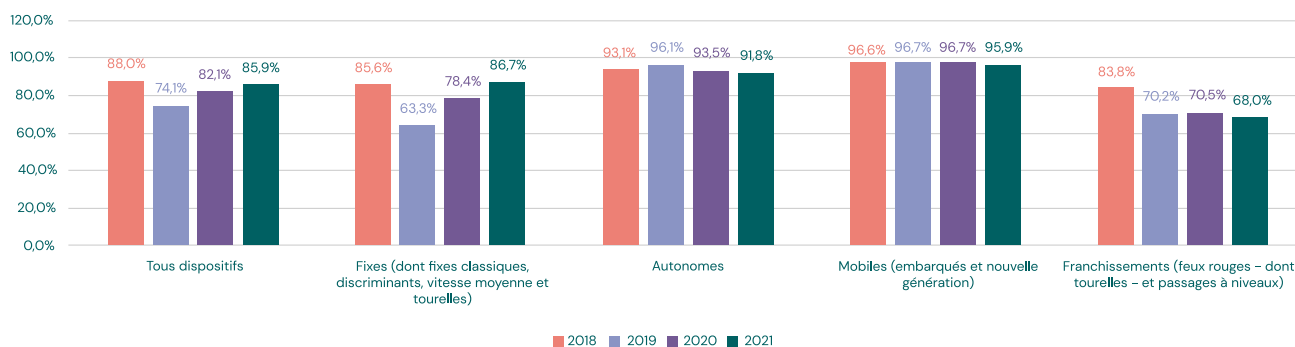
Ainsi, en 2021, la crise sanitaire n'a pas eu d'impact direct sur le taux de transformation des messages d'infraction en avis de contravention, non plus que sur les délais de traitement.

RÉPARTITION DU PARC DE RADARS DÉPLOYÉS AU 1ER JANVIER 2022



Nombre de radars/part dans le parc installé

TAUX DE DISPONIBILITÉ DES ÉQUIPEMENTS



2

Le bilan annuel de la coopération européenne

L'ANTAI a développé une politique active en matière d'échanges européens pour lutter contre les infractions routières sur les routes d'Europe. La coopération transnationale permet de garantir une équité de traitement entre automobilistes français et étrangers et de baisser de manière significative la mortalité routière. En 2021, les partenariats noués avec des pays de l'Union se sont solidifiés, malgré la persistance de la situation de crise sanitaire. A terme, l'objectif est de renforcer cette coopération pour permettre une meilleure application des décisions judiciaires transnationales.

L'EXTENSION DES ÉCHANGES DE DONNÉES À DE NOUVEAUX PAYS PARTENAIRES

Quel est le cadre juridique applicable ?

L'ANTAI réalise des échanges d'informations avec les pays de l'Union européenne dans le cadre de la **directive 2015/413/UE** facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière (directive dite CBE pour Cross Border Exchange). **Deux accords bilatéraux** existent également avec la Suisse et la Belgique sur le même schéma, avec un périmètre élargi à d'autres types d'infractions pénales.

Par ailleurs, des transmissions spontanées d'informations ont également lieu avec la principauté de Monaco dans le cadre de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 8 novembre 2005.

Ce cadre juridique permet à l'ANTAI d'interroger les pays européens avec lesquels existe un accord d'échange afin d'identifier les auteurs d'infractions commises avec des véhicules étrangers. De même, les automobilistes français commettant une infraction dans un pays de l'Union sont susceptibles d'être poursuivis par les autorités de ces pays.

Les avis de contravention que la France envoie à l'étranger grâce à ces échanges sont rédigés dans **la langue officielle du pays du contrevenant**.

La France met par ailleurs à disposition des contrevenants étrangers un centre d'appels – au sein duquel les **téléconseillers répondent en 5 langues** – ainsi qu'un site web (www.antai.gouv.fr) **accessible en 6 langues** (français, anglais, allemand, italien, néerlandais, espagnol). Un accompagnement usager multilingue permet de communiquer facilement avec les contrevenants étrangers.

EUCARIS :
un réseau de
partenaires et
un système
d'échange
d'informations



CHIFFRES CLÉS
CONTRÔLE AUTOMATISÉ - PAYS ÉTRANGERS

PAYS	NOMBRE D'AVIS DE CONTRAVENTION (en pays de résidence du dernier contrevenant, en date d'envoi du dernier ACO du dossier)		
	Janv-dec. 2020	Janv-dec. 2021	Variation
UE - pays partenaires (19)			
BELGIQUE (juin 2012 – pas de reprise)	245 856	310 353	26,2%
PAYS-BAS (février 2014 – reprise depuis novembre 2013)	139 977	200 863	43,5%
ALLEMAGNE (février 2014 – reprise depuis novembre 2013)	170 271	205 896	20,9%
ESPAGNE (février 2015 – reprise depuis août 2014)	219 704	273 482	24,5%
POLOGNE (août 2015 – reprise depuis janvier 2015)	127 246	163 230	28,3%
ROUMANIE (novembre 2015 – reprise depuis juillet 2015)	160 630	211 446	31,6%
LUXEMBOURG (janvier 2016 – reprise depuis juillet 2015)	42 536	50 578	18,9%
ITALIE (janvier 2016 – reprise depuis juillet 2015)	143 461	173 736	21,1%
AUTRICHE (décembre 2016 – reprise depuis juin 2016)	6 427	9 605	49,4%
HONGRIE (avril 2017 – reprise depuis septembre 2016)	9 368	8 944	-4,5%
SLOVAQUIE (avril 2017 – reprise depuis septembre 2016)	7 735	6 940	-10,3%
REPUBLIQUE TCHEQUE (juillet 2017 – reprise depuis janvier 2017)	16 462	19 395	17,8%
PORTUGAL (janvier 2018 – reprise depuis juin 2017)	78 398	80 029	2,1%
LITUANIE (juillet 2018 – reprise depuis janvier 2018)	28 154	30 065	6,8%
LETTONIE (juillet 2018 – reprise depuis janvier 2018)	2 608	2 312	-11,3%
ESTONIE (juillet 2018 – reprise depuis janvier 2018)	1 267	1 058	-16,5%
SUEDE (juillet 2019 – reprise depuis décembre 2018)	4 414	5 080	15,1%
IRLANDE (février 2020 – reprise depuis août 2019)	3 070	3 153	2,7%
DANEMARK (partenariat en cours mais pas de démarrage technique)	1 498	1 743	16,4%
TOTAL UE - pays partenaires*	1 619 556	1 757 908	8,5%
UE-pays non partenaires (7)			
BULGARIE	8 005	8 062	0,7%
FINLANDE	446	563	26,2%
GRECE	1 899	2 901	52,8%
MALTE	200	183	-8,5%
CROATIE	431	596	38,3%
SLOVENIE	973	638	-34,4%
CHYPRE	140	349	149,3%
TOTAL UE - pays non partenaires	12 094	13 292	9,9%
PAYS HORS UE			
ROYAUME-UNI (partenaire entre janvier 2019 – reprise depuis août 2018 – et décembre 2020 puis de nouveau non partenaire à partir de janvier 2021)	210 474	46 764	-77,8%
SUISSE – pays partenaire (accord du 9 octobre 2007)	114 058	140 001	22,7%
MONACO	378	484	28,0%
ANDORRE	556	741	33,3%
AUTRE PAYS	161 284	223 844	38,8%
TOTAL HORS UE*	276 276	411 834	49,1%
TOTAL PAYS PARTENAIRES*	1 944 088	1 897 909	-2,4%
TOTAL PAYS NON PARTENAIRES*	174 312	285 125	+63,6%
TOAL PAYS ETRANGERS	1 907 926	2 183 034	+14,4%
TOTAL FRANCE	11 160 753	13 129 695	+17,6%
TOTAL FRANCE + PAYS ETRANGERS	13 068 679	15 312 729	+17,2%
Part (pays étrangers)/(Total France + Pays étrangers)	14,6%	14,3%	-0,3pts

20 pays partenaires

La France pratique désormais des échanges transfrontaliers d'informations avec au total **19 pays de l'Union européenne** (la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, l'Italie, le Grand-Duché du Luxembourg, l'Autriche, la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, l'Irlande, la Suède, le Danemark et le Portugal). Parallèlement, elle échange également des informations de même nature avec la **Suisse**, sur la base d'un accord bilatéral spécifique.

En 2021, la France a continué le développement des échanges d'informations avec le **Danemark**. Ces échanges, qui s'inscrivent dans le cadre fixé par la directive européenne 2015/4131, vont permettre de poursuivre les ressortissants danois qui commettent des infractions routières relevées par radar sur le territoire français. Réciproquement, les ressortissants français commettant des infractions routières relevées par radar sur les routes danoises pourront être poursuivis par les autorités de ce pays.

Une année 2021 marquée par les prémices du développement du service TOLL

Dans un futur proche, l'ANTAI intégrera également le **service TOLL** issu de la directive 2019/520 du 19 mars 2019 concernant **l'interopérabilité des systèmes de télépéage** routier et facilitant l'échange transfrontalier d'informations relatives au défaut de paiement des redevances routières dans l'Union.

Ce nouveau service a pour objectif de permettre aux services verbalisateurs des entités gestionnaires d'ouvrages routiers soumis à péage à recourir à la plate-forme EUCARIS au travers de l'ANTAI pour obtenir les informations nécessaires à l'ouverture de la procédure transactionnelle prévue à l'article 529-6 du code de procédure pénale à l'encontre des propriétaires ou détenteurs de véhicules immatriculés dans les pays concernés qui sont impliqués dans une fraude au péage, et le cas échéant pour signaler au Procureur de la République le délit de fraude habituelle. Cette évolution, à la fois juridique et technique, vise à accompagner et à faciliter l'élargissement progressif du périmètre du dispositif de péage sans barrière, dit « à flux libre » (free flow) en renforçant la lutte contre la fraude en la matière.

**20 pays
(19 UE + Suisse)
sont désormais
partenaires
des échanges
transfrontaliers
d'informations
avec l'ANTAI.**



LE PROJET E-CODEX

A quoi sert-il ?

Le projet européen e-CODEX a pour but de **faciliter l'accès au droit et à la justice** pour les citoyens et les entreprises concernés par **des procédures transfrontalières**, ainsi que d'**améliorer l'interopérabilité** entre les autorités judiciaires.

Parmi les pilotes choisis par le projet figurent les **sanctions pécuniaires**, selon la procédure de recouvrement définie par la décision cadre 2005/214/JAI du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires. Ce texte permet de mettre en recouvrement dans le pays du contrevenant, selon la procédure en vigueur dans celui-ci, une amende devenue décision définitive en France.

En 2021, l'Agence a intégré les **instances décisionnelles d'e-CODEX** (le groupe d'experts permanents et le groupe consultatif Me-CODEX III) afin d'être au plus près des évolutions de ce projet.

L'interface France – Pays-Bas

L'ANTAI participe à ce projet-pilote en développant la connexion à e-CODEX afin de permettre à l'Officier du ministère public (OMP) du Centre de Traitement de Rennes d'envoyer les certificats définis par la décision cadre à des autorités en Europe.

Actuellement, **une interface e-CODEX est opérationnelle entre la France et les Pays-Bas.**

Par le biais de cette interface, l'OMP du CNT transmet à son homologue néerlandais, le CJIB, des dossiers relatifs à des infractions commises par des conducteurs domiciliés aux Pays-Bas, aux fins de recouvrement.

Et demain ?

L'ANTAI travaille actuellement à ce que les échanges soient réciproques. L'expérimentation permettra la réception des dossiers confiés par les autorités néerlandaises aux autorités françaises aux fins de recouvrement, pour des infractions commises aux Pays-Bas par des conducteurs domiciliés en France, et à plus long terme permettre ces échanges avec d'autres pays.

L'ANTAI constitue un partenaire actif du projet européen e-CODEX, au travers notamment de l'interface développée avec les Pays-Bas.

FOCUS

La préparation de nouveaux dispositifs de contrôle automatisé : l'ouverture de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)

La LOM a établi un cadre ambitieux pour réformer les politiques de mobilité en France. Mobilisant son expertise en matière de traitement automatisé, l'ANTAI constitue un acteur clef dans la mise en œuvre de nouveaux dispositifs de contrôle automatisé pour une mobilité plus propre, plus sûre et plus diversifiée.

LE CADRE JURIDIQUE

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) vise à réformer en profondeur le cadre général des politiques de mobilités.

Cinq principaux objectifs sont visés :

- Réussir la transition écologique et énergétique des systèmes de transport
- Donner à chacun le choix de sa mobilité en proposant une offre de services plus diversifiée, plus efficace, plus connectée, plus partagée
- Mieux accorder les politiques de mobilité avec les priorités en matière d'aménagement du territoire
- Mieux connecter la France aux grands systèmes d'échanges européens et mondiaux
- Garantir des déplacements plus sûrs et un niveau de sécurité plus élevé

L'AVANCÉE DES TRAVAUX

L'ANTAI est mobilisée sur quatre projets pour la mise œuvre de dispositifs de contrôle avec de la Verbalisation Assistée par Ordinateur (VAO) et/ou du Contrôle Automatique :

- Zones à faibles émissions mobilité (art. 86 LOM)

Ce dispositif est obligatoire dans les villes ou métropoles où les critères de qualité de l'air ne sont pas respectés (11 concernées dans un premier temps puis 35 dans un second temps).

Les modalités du contrôle prévoient :

- Un contrôle restreint à 15% du trafic journalier
- Des dispositifs de contrôle tous les 40km
- La limitation sur une période du nombre d'infractions par véhicule

Ces contrôles sont basés sur la consultation des fichiers permettant d'identifier les véhicules autorisés à circuler (Crit'Air, Liste Blanche Locale propre à chaque zone définie par les collectivités territoriales concernées, Liste Blanche Nationale dont celle des personnes à mobilité réduite - PMR)

**Dans le cadre
de la LOM,
4 nouveaux
projets mobilisent
l'ANTAI**

La mise en place des ZFEm a été identifiée parmi les réformes prioritaires.

Le déploiement :

La verbalisation sera prononcée au niveau d'un centre spécialisé propre à chaque ZFE, par des agents assermentés relevant des forces de police municipale ou métropolitaine des collectivités territoriales concernées.

Le déploiement effectif des ZFEm, et donc des contrôles permettant d'assurer leur respect par les automobilistes, fait partie des priorités du Gouvernement, dans un contexte de condamnation de la France par la CJUE pour non-respect des valeurs limites pour la qualité de l'air.

– Contrôle des nuisances sonores (art. 92 LOM)

Il s'agit de procéder au contrôle des émissions sonores.

Ce contrôle s'effectue sur tous les véhicules (sauf forces de sécurité intérieure et véhicules de secours). Il repose sur des capteurs spécifiques installés, complétés par des systèmes de lecture de plaque et de mesure du niveau sonore émis afin de sanctionner les véhicules dont le niveau de bruit n'est pas conforme aux limitations réglementaires.

– Détection des véhicules en surcharge – Pesage en marche (art.103 LOM)

Il s'agit de contrôler le poids maximum des véhicules de transports de marchandises ou de transports en commun (Poids Lourds et Véhicules Utilitaires Légers). Ce contrôle repose sur des capteurs spécifiques installés dans la chaussée,

complétés par des systèmes d'identification des silhouettes des véhicules en circulation afin de sanctionner les véhicules en surcharge.

– Voies réservées (art. 39 LOM)

Elles sont prévues sur le réseau national concédé et dans certaines collectivités territoriales et permettent d'accorder une priorité de circulation à certains types de véhicules : les transports en commun, les taxis, le covoiturage (2 occupants et +, 3 occupants et +), les véhicules à très faibles émissions. Les véhicules non autorisés sont verbalisés.

Le contrôle est basé sur la consultation des fichiers de véhicules autorisés à circuler et les dispositifs homologués de comptage d'occupants des véhicules, complété par une détection de silhouette.

LES PROCHAINES ÉTAPES

L'ANTAI a participé en 2021 à une trentaine d'ateliers avec le ministère de la Transition Ecologique, qui pilote les projets, la Délégation à la Sécurité Routière

et des représentants des collectivités territoriales concernées afin d'échanger sur les architectures qui pourraient être mises en place, les nouvelles natures d'infractions à implémenter, les nouveaux avis de contravention à envoyer avec comme objectif pour l'ANTAI d'optimiser les calendriers et les coûts pour intégrer ces projets dans la chaîne de contrôle automatique.

La mise en service du projet ZFEm est prévue début juillet 2023 pour les premiers sites pilotes et le déploiement devrait s'échelonner jusqu'en 2025 pour couvrir progressivement l'ensemble des sites prévus.

Concernant le projet « **contrôle des nuisances sonores** », les **premières verbalisations sont attendues en mai 2023** nécessitant au préalable l'homologation des capteurs qui seront retenus à l'issue de l'expérimentation, et des adaptations du système d'information de l'ANTAI.



Partie II

LA VERBALISATION ÉLECTRONIQUE : UN OUTIL, DES USAGES MULTIPLES POUR TOUTES LES POLITIQUES DE SÉCURITÉ

- 1 -

LA VERBALISATION ÉLECTRONIQUE DES CONTRAVENTIONS
UNE ACTIVITÉ TRÈS SOUTENUE AU SERVICE DE LA POLITIQUE GLOBALE
DE SÉCURITÉ

•

- 2 -

NOUVELLES AMENDES FORFAITAIRES DÉLICTEUELLES
L'ACCÉLÉRATION SE POURSUIT

1

La verbalisation électronique des contraventions : une activité très soutenue au service de la politique globale de sécurité

Depuis 2009, l'ANTAI met à la disposition des forces « verbalisatrices » des outils de verbalisation de plus en plus efficaces qui, chaque année, attirent un nombre grandissant de nouveaux services. En 2021, la chaîne du Procès-Verbal électronique a connu une hausse d'activité au sein des forces de sécurité intérieure comme des autres services verbalisateurs, relevant principalement des collectivités territoriales, caractérisée par la poursuite des contrôles sanitaires, mais aussi par une nette diversification de la nature des infractions verbalisées.

UNE HAUSSE D'ACTIVITÉ AVEC LES CONTRÔLES RELATIFS À LA CRISE SANITAIRE PAR LES FORCES DE SÉ- CURITÉ INTÉRIEURE

Vecteur moderne dédié à la verbalisation des infractions forfaitaires, le PVe est désormais devenu indispensable dans l'action quotidienne des forces de sécurité intérieure.

Au total, sur l'ensemble de l'année 2021, le nombre de dossiers d'infractions (DIF) issus du PVe (périmètre contraventionnel) s'est élevé à 14,3 millions, en hausse de 11% par rapport à 2020 (et de 7 à 10% par rapport aux trois années précédentes).

En particulier, les services de l'Etat ont gardé une activité soutenue en 2021 avec 6,2 millions d'infractions relevées, similaire à 2020 et en hausse de 15 à 17% par rapport aux années 2017 à 2019, en lien notamment avec les nombreux contrôles du respect des mesures sanitaires, surtout pendant les périodes de couvre-feu ou de confinement.

Parallèlement, 13,6 millions d'ACO initiaux ont été envoyés, en hausse de 10% par rapport à 2020 et 2019, directement liée à la hausse du volume d'infractions relevées en 2021.

Ainsi, le ratio ACO/DIF PVe Etat est élevé en 2021 et atteint 98,3%, contre 97,3%

sur l'ensemble des années 2019 et 2020. Ce haut ratio indique que le **contexte de crise sanitaire durable n'a pas eu d'impact négatif** sur la capacité à traiter les dossiers d'infraction pour l'envoi d'un avis de contravention en 2021.

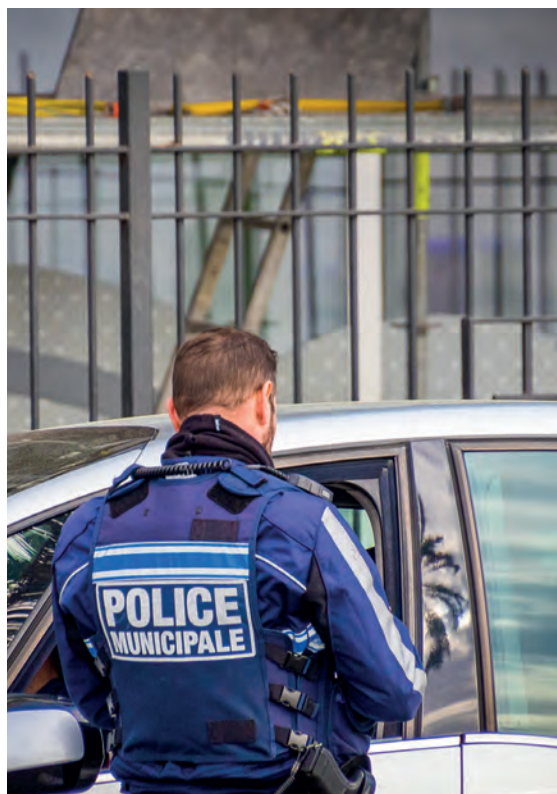
Plus de 98 % des verbalisations dressées par les forces de sécurité intérieure ont fait l'objet d'un avis de contravention en 2021.

Par ailleurs, les natures d'infraction constatées se rapprochent davantage de celles constatées avant la crise sanitaire, bien que les infractions relatives à la covid-19 restent nombreuses en proportion au premier semestre 2021.

**Les infractions à la sécurité routière
restent majoritaires, même si
les infractions sanitaires ont
dépassé 1 million en 2021.**

Les infractions relatives au périmètre de la sécurité routière, avec ou sans interception du conducteur, restent largement majoritaires au sein des verbalisations effectuées via PVe en 2021 (89,2%). Cette part remonte par rapport à 2020 (83,6 %) mais reste inférieure à celle des années antérieures à la crise sanitaire (plus de 98,0%). La part des infractions relatives à la covid-19 diminue en 2021 (8,5%) comparée à 2020 (-5,3 points).

Toutefois, le volume d'infractions covid-19 reste conséquent en 2021 (plus d'1,2 million d'infractions, contre 1,8 million en 2020), c'est pourquoi la part des infractions routières parmi l'ensemble des infractions relevées via PVe ne retrouve pas l'ampleur des années pré-crise. En ce qui concerne les autres catégories d'infractions hors périmètre **routier** (nuisances sonores, dépôts d'ordures, etc), leur part reste quasiment stable entre 2020 et 2021 et leur volume reste **très faible** par rapport à l'ensemble du PVe (un peu plus de 300 000 infractions).



DES TERMINAUX MODERNISÉS POUR FACILITER L'ACTION SUR LE TERRAIN

Afin de faciliter la mise en œuvre de la possibilité de **paiement immédiat**, **5000 appareils MPOS** permettant le paiement par carte bancaire ont été fournis aux policiers et gendarmes sur l'ensemble du territoire national. Les premiers bilans montrent déjà une nette progression du taux de paiement immédiat, en particulier par carte bancaire.

En 2022, **la pérennisation du processus** passera dans un premier temps par un encouragement à un recours accru à l'outil, avant un éventuel renforcement du dispositif par l'ajout d'appareils. De plus, l'ANTAI a poursuivi **la consolidation des applications PVe et AGC** afin de faciliter l'action des gendarmes et policiers sur le terrain.

Enfin, le projet NEO a poursuivi son déploiement dans les unités. 60 669 terminaux NEOGEND/NEO (smartphones et tablettes) ont été utilisés en 2021.

L'ANTAI et ses partenaires ont su, une nouvelle fois, s'adapter et permettre à tous les utilisateurs de se connecter et d'utiliser l'application PVe dans d'excellentes conditions. L'ANTAI a par ailleurs adapté le logiciel PVe pour un déploiement sur les futurs terminaux NEO2, déployés massivement par le ministère de l'Intérieur à compter de 2022.

En 2021, le Procès-Verbal électronique a parallèlement continué sa progression auprès des services verbalisateurs extérieurs.

UNE COUVERTURE EN CROISSANCE DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Au cours de l'année 2021, 211 nouvelles collectivités ont signé une convention avec l'ANTAI, portant ainsi leur nombre à 4 591 en fin d'exercice. Soucieux de moderniser l'activité de leurs agents, les deux tiers d'entre elles ont doté leurs services verbalisateurs de terminaux mobiles et le tiers restant – relevant moins de 500 verbalisations/an – d'un accès au CNT via l'application AGC utilisée sur un poste fixe.

Toutes les villes de plus de 10 000 habitants, disposant d'agents verbalisateurs, sont reliées au Centre National de Traitement de Rennes qui assure gracieusement le traitement des infractions et l'envoi des avis de contravention au domicile des contrevenants. L'attrait des collectivités pour ce système leur **permet de simplifier l'activité des agents verbalisateurs**. Après une baisse importante de leur activité en 2020, en 2021 les services des collectivités (notamment polices municipales) ont retrouvé, voire légèrement dépassé, le volume d'activité de 2019 et des années précédentes, avec 8,2 millions d'infractions relevées en 2021 (contre 6,7 millions en 2020, 8,1 millions en 2019 et un peu moins de 8 millions en 2018 et 2017).

Une autre raison de la popularité croissante de ce dispositif réside dans la possibilité qu'il offre aux collectivités de mutualiser leurs moyens afin de pouvoir verbaliser électroniquement sur un territoire plus important. Ainsi associées, les collectivités deviennent alors des « pluricommunalités » pouvant juridiquement être reconnues sous diverses appellations (intercommunalités, mutualisation, agglomérations, communauté de communes, etc.).

211 nouvelles collectivités territoriales ont signé une convention PVe avec l'ANTAI.

La verbalisation électronique concerne également les entreprises privées en charge d'une mission de service public et les établissements publics.

Depuis la fin d'année 2020, pas moins de 50 sociétés de transport ont signé une convention avec leurs autorités organisatrices de transport respectives et l'ANTAI, leur permettant de relever diverses infractions dont celles liées à la crise sanitaire (non-respect du port du masque).

En 2021, 38 organismes de transport public conventionnés avec l'ANTAI ont pu faire usage du dispositif de verbalisation électronique.

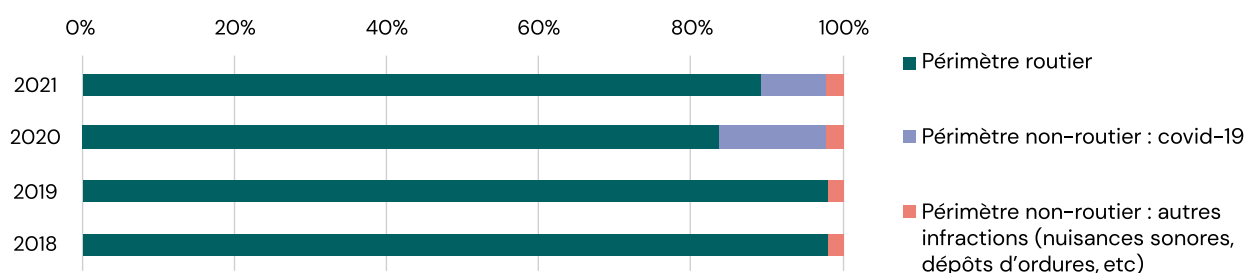
Le dispositif PVe intéresse des acteurs de plus en plus nombreux, démontrant une fois encore la plus-value de cette solution. Malgré des prérogatives limitées s'agissant de la nature des infractions constatées et généralement un secteur géographique restreint, c'est près de 75 000 infractions qui ont pu être relevées par ces services en 2021 soit une hausse de plus de 100 % sur un an.

LES PERSPECTIVES DE LA VERBALISATION ÉLECTRONIQUE POUR 2022

Un fait notable, représentatif de la volonté de s'inscrire dans les préoccupations actuelles, concerne la montée en puissance de l'utilisation du PVe pour des infractions à caractère environnemental. D'ores et déjà, les policiers municipaux peuvent verbaliser les dépôts d'ordures sauvages à l'aide de la verbalisation électronique.

A cet égard, 2022 sera un tournant pour la verbalisation électronique. Des discussions sont actuellement en cours afin que certains établissements publics, ou ayant une mission de service public, puissent adhérer au service. Pour ne citer qu'eux, l'Office national des forêts et l'Office français de la biodiversité envisagent ainsi d'utiliser le PVe sur le territoire français.

RÉPARTITION DES DOSSIERS D'INFRACTION SELON LE PÉRIMÈTRE ROUTIER OU NON-ROUTIER (EN DATE D'INFRACTION)



FOCUS

Les « contraventions C5 », une classe particulière de contraventions désormais forfaitisée

Dans le cadre établi par la loi et précisé par voie réglementaire, plusieurs contraventions de classe 5 sont désormais traitées de façon automatisée.

Cette faculté, d'abord mise en œuvre pour les infractions sanitaires, a vocation à connaître de nouvelles extensions.

LE CADRE LÉGISLATIF APPLICABLE

La catégorisation des contraventions en cinq classes, en fonction de la gravité de l'infraction considérée, a été introduite lors de la grande réforme du droit pénal intervenue en 1986.

Or, la **capacité d'éteindre l'action publique par le paiement d'une amende forfaitaire prévue à l'article 529 du code de procédure pénale a longtemps été limitée à certaines contraventions des quatre premières classes**, base sur laquelle avait été mise en place la verbalisation électronique en 2009, les autres contraventions (en particulier celles de classe 5) restant gérées par des procédures traditionnelles.

Le législateur a ultérieurement élargi cette possibilité par la loi du **13 décembre 2011 relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles**, qui confère au pouvoir réglementaire la possibilité de définir par décret en Conseil d'Etat la liste des infractions éligibles à la forfaitisation.

LES PREMIÈRES C5 INTRODUITES DANS LE CONTEXTE SANITAIRE

Les premières contraventions de classe 5 ont ainsi pu être intégrées à la verbalisation électronique en 2020 pour répondre aux enjeux de la crise sanitaire, suite à la modification des articles R48-1, R49 et R49-7 du code de procédure pénale, réprimant par une amende forfaitaire de 200 € (majorable à 450 €) la réitération de la violation d'interdictions ou d'obligations définies par le gouvernement pour enrayer la propagation de l'épidémie de covid-19.

L'objectif de ces contraventions est double : sanctionner plus sévèrement les réitérations que les infractions initiales (de classe 4), avec un effet d'immédiateté que n'aurait pas permis une procédure traditionnelle.

Toujours dans le contexte de la gestion de la pandémie, et pour les mêmes raisons, le gouvernement a décidé en août 2021 d'**élargir la forfaitisation à d'autres contraventions de cinquième classe réprimées par l'article L3136-1 du code de la santé publique**, notamment pour sanctionner la violation par l'exploitant d'un établissement recevant du public

de mesures restrictives liées à l'état d'urgence sanitaire, ou encore la violation des mesures de mise en quarantaine.

À cette occasion, a été introduit pour ces nouvelles infractions un montant d'amende dérogatoire de 500 € (ou 1000€ pour le tarif majoré). Ces extensions successives ont pu être mises en place de façon très rapide par l'ANTAI, en lien avec la direction générale des finances publiques et la direction des affaires criminelles et des grâces, en capitalisant sur les chaînes de traitement existantes. C'est ainsi que **plus de 23 000 dossiers d'infraction ont été enregistrés en 2021 contre près de 6000 en 2020**.

VERS DE NOUVELLES EXTENSIONS

En parallèle, le législateur a entendu poursuivre l'extension aux C5 du régime applicable aux autres contraventions. La loi du 8 avril 2021 améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale a créé l'article 529-2-1 du CPP qui permet au **pouvoir réglementaire de définir un tarif minoré pour les contraventions de cinquième classe**, qui n'existait pas jusque-là. L'ANTAI se prépare donc à intégrer cette nouvelle faculté, dès lors que le décret en Conseil d'Etat appelé par cet article aura été publié.

Plus de 23 000
dossiers relatifs
à des infractions
de catégorie 5
enregistrés au CNT
en 2021.



Depuis la crise sanitaire,
plusieurs contraventions
C5 sont traitées de façon
automatisée.

2

Nouvelles Amendes Forfaitaires Délictuelles : l'accélération se poursuit

Dans l'objectif d'optimiser le traitement pénal des délits du quotidien, le législateur a introduit en 2016 la possibilité de recourir à la forfaitisation pour certains délits. Initialement circonscrite aux délits routiers, cette politique a été étendue au-delà du spectre de la sécurité routière dès 2020 avec l'usage illicite de stupéfiants. Elle est appelée à connaître une accélération sans précédent dans les mois et les années à venir.

L'ANTAI DISPOSE D'UNE EXPÉRIENCE ROBUSTE EN MATIÈRE DE MISE EN ŒUVRE DES AFD

Un outil de politique pénale introduit puis étendu par le législateur

La plupart des délits font l'objet de traitements lourds pour les agents verbalisateurs ainsi que les autorités judiciaires, qui ne permettent pas d'apporter une réponse pénale rapide et systématique face à la délinquance du quotidien. **La loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle** adoptée le 18 novembre 2016 a rendu la procédure de l'amende forfaitaire applicable à trois délits routiers : la conduite sans permis, la conduite sans assurance et la conduite avec un permis non adapté à la catégorie du véhicule.

Le dispositif des Amendes Forfaitaires Délictuelles (AFD) a été étendu hors du champ routier par la **loi du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice**, et notamment au délit d'usage illicite de stupéfiants généralisé le 1^{er} septembre 2020 sur l'ensemble du territoire.

Quelle que soit la nature du délit concerné, **l'objectif recherché** est à la fois de renforcer l'efficacité du traitement de certains délits et de simplifier la chaîne pénale en désengorgeant la charge des tribunaux.

Il convient de souligner que la forfaitisation **ne constitue pas un affaiblissement des sanctions** à l'égard de ces infractions. Au contraire, le caractère délictuel est conservé et le montant des amendes ainsi que les modalités de traitement de ces infractions ont été adaptés au caractère plus sévère de la répression.

Le développement de chaque AFD nécessite un important dispositif de coordination interministériel piloté par l'Agence

Depuis 2018, l'ANTAI a été mobilisée pour la mise en œuvre de la procédure de forfaitisation des délits afin de permettre aux forces de sécurité intérieure de relever ces infractions par l'intermédiaire du Procès-Verbal électronique (PVe).

Le traitement des AFD a nécessité le développement d'un **nouveau système d'informations** spécifique (SID) afin d'établir les interconnexions avec l'ensemble des partenaires concernés (Parquet de Rennes, ministère de la Justice, DGFIP, DGGN, et DGPN).



La mise en production de chacune des Amendes Forfaitaires Délictuelles suppose également un important travail de **coordination interministérielle** piloté par l'Agence afin de mettre en œuvre les développements techniques nécessaires et de décider de la procédure de mise en application : expérimentation sur le ressort de plusieurs tribunaux judiciaires dans un premier temps puis généralisation à l'ensemble du territoire national par la suite.

Les **premiers délits forfaitisés**, dès la fin de l'année 2018, **concernaient des infractions routières** : conduite sans permis, conduite avec un permis non adapté à la catégorie du véhicule et circulation d'un véhicule sans assurance.

La procédure de l'Amende Forfaitaire Délictuelle a été étendue en 2020 au **délit d'usage illicite de stupéfiants**. Le dispositif est entré en vigueur de manière progressive avec une expérimentation dès

le mois de juin 2020 auprès de certaines juridictions pilotes et une généralisation au 1er septembre 2020 sur l'ensemble du territoire.

L'expérimentation simultanée de deux nouvelles AFD distinctes

La crise sanitaire n'a pas empêché ou ralenti le travail en interservices sur les AFD coordonné par l'ANTAI en 2021. Au contraire, à la rentrée 2020, l'ANTAI a vu son **rôle de coordination interservices à nouveau sollicité pour la forfaitisation rapide et simultanée de deux nouvelles Amendes Forfaitaires Délictuelles** relatives aux occupations et aux installations illicites, pour le 19 octobre 2021 concernant la phase d'expérimentation. Depuis le 1er février 2022, l'AFD occupation illicite d'immeubles d'habitation est généralisée à l'ensemble du territoire tandis que l'expérimentation de l'AFD installation illicite se poursuit au moins jusqu'au 30 septembre 2022.

À ce jour,
6 délits sont traités
de manière automatisée
sur tout ou partie
du territoire.

LES RÉSULTATS PROBANTS DE LA FORFAITISATION DES DÉLITS

Un traitement simplifié de masse

L'automatisation des procédures permet un **traitement de masse** : les 3 AFD routières représentent ainsi un volume de 278 000 délits verbalisés depuis leur mise en œuvre effective en 2018 tandis que l'AFD stupéfiants a permis de verbaliser 135 000 délits depuis sa généralisation le 1er septembre 2020.

En 2021, les forces de l'ordre ont relevé plus de **233 000 délits forfaitisés, soit près du double** de 2020, notamment du fait de la forfaitisation du délit relatif à l'usage de stupéfiants à partir de septembre 2020, dont :

- 105 000 pour conduite sans assurance (+46%), soit 8700 par mois en moyenne
- 20 200 pour conduite sans permis (+15%), soit 1700 par mois en moyenne
- 2 500 pour conduite avec permis non adapté (+20%), soit 210 par mois en moyenne
- 105 000 pour usage de stupéfiants, soit 8700 par mois en moyenne contre 7200 par mois en moyenne sur les quatre derniers mois de 2020
- 549 pour occupation illicite (dans le cadre de l'expérimentation du 19 octobre 2021 au 31 janvier 2022) et 45 pour installation illicite (dans le cadre de l'expérimentation du 19 octobre 2021 au 31 août 2022)

Parmi l'ensemble des dossiers relatifs aux délits routiers forfaitisés relevés par les forces de l'ordre en 2021, 82% concernent un défaut d'assurance, 16% une conduite sans permis et 2% une conduite avec une mauvaise catégorie de permis.

LA FORTE PROGRESSION DES AFD STUPÉFIANTS

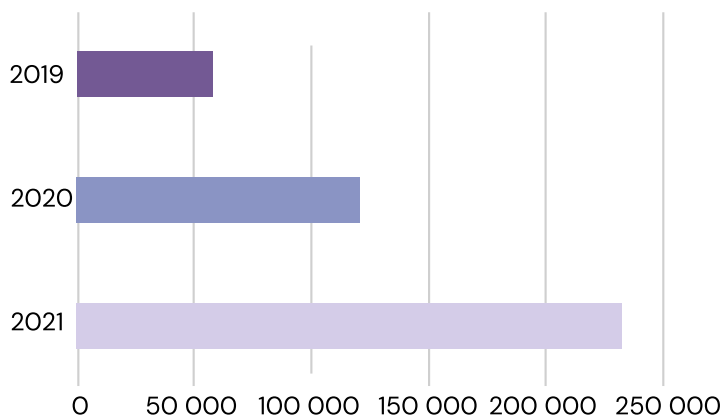
Près de **134 000 dossiers** d'infraction ont été enregistrés pour des infractions relatives à l'usage illicite de stupéfiants relevées via PVe entre le 1er septembre 2020 et le 31 décembre 2021. Ces résultats sont en progression constante : 7200 en moyenne par mois en 2020 et 8700 en moyenne par mois en 2021. **Le cap symbolique des 100 000 dossiers enregistrés au CNT a été franchi** au cours du mois de septembre 2021, un an seulement après le lancement de l'expérimentation.

Sur l'ensemble des délits relevés en 2021, les délits d'usage illicite de stupéfiants représentent ainsi à eux-seuls 45% des AFD.

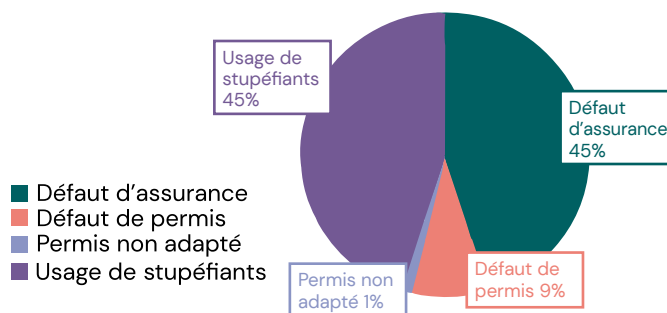
LES NOUVELLES AFD OI²

Depuis le début de l'expérimentation en octobre 2021, et jusqu'au 31 décembre 2021, un peu plus de 350 AFD OI² ont été relevées sur le terrain, soit plus de 140 par mois en moyenne, ce qui est **plusieurs dizaines de fois supérieur au nombre de procédures classiques poursuivies pour les mêmes faits par la voie traditionnelle.**

NOMBRE DE DOSSIERS D'INFRACTIONS DÉLICTUELLES
FORFAITISÉES RELEVÉES PAR ANNÉE
(EN DATE D'INFRACTION)



RÉPARTITION DES DÉLITS FORFAITISÉS RELEVÉS VIA PVe EN 2021 PAR NATURE D'INFRACTION



L'INTÉGRATION EN MASSE DE NOUVELLES AFD : VERS UN CHANGEMENT DE PARADIGME

Au moins 7 nouveaux délits à forfaitiser

A ce jour, le législateur a prévu de forfaitiser au moins sept délits :

- Vente d'alcool aux mineurs¹
- Transport routier en violation des règles relatives au chronotachygraphe¹
- Vente d'alcool dans les foires¹
- Vente à la sauvette¹
- Vol à l'étalage²
- Abandon et dépôt de déchets³
- Introduction d'objets interdits dans une enceinte sportive⁴

L'annonce présidentielle d'une nouvelle vague d'AFD

Marque de la confiance des pouvoirs publics envers un savoir-faire collectif éprouvé, et, de la réussite d'un dispositif jeune de trois ans seulement, **le président de la République a proposé, le 10 janvier 2022, de généraliser les Amendes Forfaitaires Délictuelles pour tous les délits sanctionnés par des peines inférieures à un an d'emprisonnement.** Cette mesure est à ce stade retenue dans le projet de loi LOPMI (Loi de Programmation et d'Orientation du ministère de l'Intérieur). Dans l'attente

des débats parlementaires, de très nombreuses infractions pourraient être éligibles à la procédure de l'amende forfaitaire dans les prochaines années : il s'agit d'une véritable révolution.

Vers un changement d'échelle en termes de méthode de travail

Le développement en masse des AFD suppose une montée en charge importante et une capacité de mobilisation forte des autres acteurs impliqués dans le processus de forfaitisation et en particulier le service de traitement des délits forfaitisés du Parquet de Rennes, hébergé au CNT, qui assure un contrôle sur l'ensemble des nouvelles AFD déployées pour garantir la qualité de la procédure et évalue la recevabilité des contestations formulées dans le cadre de la procédure relative à l'Amende Forfaitaire Délictuelle.

¹ Loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice

² Loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure

³ Loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire

⁴ Loi n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France

Partie III

USAGERS ET PARTENAIRES : QUALITÉ ET INNOVATIONS DE SERVICE

- 1 -

**SERVICES EN LIGNE ET CENTRE D'APPELS :
MODERNISER POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES USAGERS**

•

- 2 -

**FORFAIT POST STATIONNEMENT :
DE NOUVEAUX SERVICES POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
ET DES DÉMARCHES SIMPLIFIÉES POUR LES USAGERS**

1

Services en ligne et centre d'appels : moderniser pour mieux accompagner les usagers

Moderniser et simplifier les services usagers constituent l'une des priorités de l'Agence ces dernières années. Alors que la crise sanitaire a singulièrement montré l'intérêt et l'importance de la dématérialisation des services publics, l'Agence a accéléré en 2021 la modernisation et la simplification de ses démarches numériques pour un service aux usagers plus accessible et plus efficace. Pour la période à venir, les enjeux sont nombreux, et impliquent à la fois de changer l'échelle de la dématérialisation des envois d'avis de contravention, de réduire la fracture du numérique et d'améliorer l'accessibilité des services en ligne de l'Agence.

RENFORCER L'EFFICACITÉ ET L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES EN LIGNE

Suivant la même tendance que 2020, l'ensemble des services numériques de l'Agence ont été sollicités de manière forte et croissante dans le contexte durable de la crise sanitaire.

Si les restrictions de déplacements instaurées dans le cadre de la lutte contre la covid-19 ont probablement davantage incité les usagers à recourir aux services en ligne, la tendance haussière depuis 2020 semble aller dans le sens d'un changement structurel des comportements.

Pour faire face à ces transformations profondes, l'Agence a entrepris de poursuivre la modernisation et la simplification de ses services usagers.

L'inclusion numérique : de nettes avancées en 2021

En 2021, pour faciliter le quotidien des usagers, l'ANTAI a engagé plusieurs actions en faveur de **l'inclusion numérique** notamment en simplifiant l'information et en améliorant l'accessibilité de ses parcours et services numériques. Le site www.antai.gouv.fr mais également le portail des démarches en ligne ont ainsi entamé plusieurs modifications, comme :

- **l'optimisation de l'arborescence** avec 3 entrées distinctes possibles : particulier, professionnel ou partenaire, permettant de faciliter l'accès à l'information, aux droits et aux démarches pour chaque usager-contrevenant
- **la simplification des contenus** et du vocabulaire pour le rendre plus compréhensible de tous

- **la stylisation et l'harmonisation** des sites internet de l'Agence en s'engageant vers l'utilisation des éléments de marque du Design Système de l'État (DSFR), afin de renforcer la confiance des usagers envers l'ANTAI.

En 2022, l'ANTAI poursuivra l'implémentation au sein de son écosystème web du Design Système de l'État, visant à améliorer la relation numérique État/citoyen, en devenant une référence de qualité et de confiance.

La création et l'intégration de contenus multimédia (vidéos, infographies, FAQ, etc.) sur le site institutionnel de l'Agence permettra d'informer plus facilement les usagers et de leur proposer une meilleure expérience sur son site institutionnel.

L'ACCESSIBILITÉ NUMÉRIQUE : AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DE L'AGENCE

L'accessibilité numérique s'inscrit dans une **démarche d'égalité** et constitue un enjeu sociétal fondamental pour garantir à tous le même accès à l'information, aux contenus et aux services numériques quelle que soit sa façon de naviguer. Grâce à elle, tous les utilisateurs en situation de handicap (déficience visuelle, auditive, motrice, psychique ou intellectuelle...) peuvent percevoir, comprendre, naviguer et interagir avec le Web.

Dans cet esprit, l'Agence met à disposition depuis l'année dernière une **version accessible de son rapport annuel**. Elle a réalisé également plusieurs audits RGAA permettant d'établir des déclarations de conformité distinctes, conformément aux termes de la loi. Le site institutionnel www.antai.gouv.fr affiche ainsi un taux de conformité de 85,4 % et un pourcentage de critères respectés de 81,1 %. Il est déclaré partiellement conforme comme le portail des démarches en ligne www.usagers.antai.gouv.fr avec un taux de conformité de 61,9 % et un pourcentage de critères respectés de 52,2 %.

Des **travaux d'amélioration** sont engagés pour l'année 2022 afin d'améliorer le taux de conformité sur le portail relation usagers mais également sur les espaces professionnels dédiés aux gestionnaires de parc automobile et les partenaires de l'ANTAI.

Des services en ligne sollicités

Contestation et désignation en ligne

Le taux de recours aux services en ligne a permis de traiter 62,3 % des courriers reçus en 2021 sur les chaînes du contrôle

automatisé (CA) et du Procès-Verbal électronique (PVe), légèrement inférieur à 2020 (64,4 %), mais nettement supérieur à 2019 (52,9 %).

Environ 5,1 millions de contestations et désignations ont ainsi été réalisées en ligne, dont :

- 3,8 millions pour le contrôle automatisé
- 1,3 million pour le Procès-Verbal électronique (PVe)

Télépaiement

76,5% des paiements ont été réalisés via un service de télépaiement en 2021, stable par rapport à 2020 mais en hausse de 3,6 points par rapport à 2019. Le chèque reste le deuxième moyen de paiement (17 % des paiements en 2021) mais en recul de 1,4 point comparé à 2020.

Site Web

Le nombre de visites sur le site web de l'ANTAI a atteint plus de **14,3 millions en 2021**, en hausse par rapport à 2020 (plus de 12,2 millions).

L'ACCOMPAGNEMENT DES USAGERS PAR LE CENTRE D'APPELS : LES NOUVEAUTÉS 2021

Une activité toujours forte et en croissance

Avec 6 000 appels/jour en moyenne en 2021, le Centre de ressources et de contacts (CRC) informe les usagers dans leurs démarches : modalités de paiement, contestations (dont la désignation d'un autre conducteur), délais de traitement des demandes ou encore pièces justificatives à envoyer.

Grâce à sa complémentarité avec les

autres supports d'information de l'Agence, son activité s'est intensifiée au fil des années. Les nouveaux produits tels que les AFD faisant ainsi évoluer en 2021 les motifs d'appels. Pour la première fois, le motif « contestation » a supplanté celui du « recouvrement », jusqu'alors premier motif d'appel depuis la création du Centre d'appels.

Des indicateurs de qualité de service contractuels sont demandés quotidiennement pour garantir un haut niveau de qualité de service : 95 % minimum des appels doivent être traités pour une durée d'attente moyenne inférieure à 50 secondes.

CHIFFRES CLÉS CRC 2021

- 1,7 million d'appels reçus
- 1,6 million d'appels traités
- 6000 appels traités en moyenne par jour
- Moyenne haute (lundi) : plus de 7000
- Moyenne basse (vendredi) : plus de 5500
- Qualité de service : 96%
- Durée moyenne d'attente (DMA) : 00'57'
- Durée de traitement (DMT) : 03'13'

Le haut niveau de service et la complémentarité du Centre d'appels par rapport aux parcours numériques en font un élément essentiel de l'accompagnement usagers.

De nouveaux numéros non surtaxés

Pour être conforme à la loi, l'ANTAI a mis en place à compter du 1er janvier 2021 de nouveaux numéros non surtaxés pour le contrôle automatisé, le Procès-Verbal électronique, le Forfait Post-Stationnement (FPS) usagers et les Amendes Forfaitaires Délictuelles (AFD).

Les anciens numéros sont néanmoins conservés avec un message de redirection afin d'informer et accompagner le plus longtemps possible les usagers.

Améliorer l'expérience usager en proposant une interaction humaine et digitale

Suite à la crise du covid-19, le secteur d'activité de la relation client a considérablement évolué.

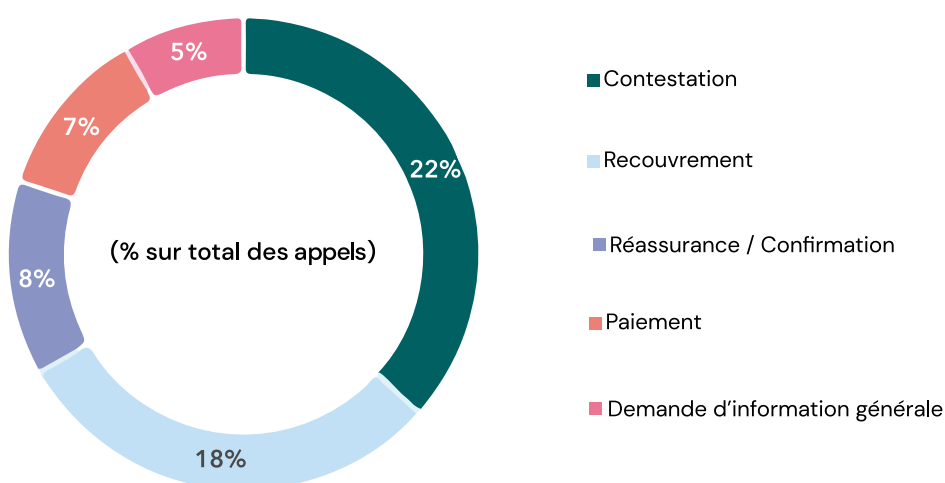
L'ANTAI a souhaité, dans le cadre du renouvellement de son marché en mars 2021, enrichir son canal téléphonique historique en proposant de nouveaux canaux d'interaction digitaux accessibles 24/24 et 7j/7 au bénéfice des usagers comme le **formulaire de contact puis**

dans un second temps une solution de messagerie instantanée d'ici fin 2022.

Nouveaux numéros non surtaxés :
File CA : 0806 606 606
File PVe : 0806 609 625
File AFD : 0806 605 381
File étrangers : 01 77 68 66 11
File institutionnels : 01 76 49 27 07

Paieement en ligne : 0811 10 10 10

TOP 5 DES MOTIFS D'APPELS



FOCUS

eACO : Préparer le changement d'échelle de la notification électronique des avis de contravention

En 2018, une nouvelle étape a été franchie avec la notification d'avis de contravention électronique dits e-ACO. Sur l'année 2021, plus de 2,5 millions d'ACO ont été envoyés par mail. Afin d'alléger la procédure du côté des usagers, mais aussi de réduire les coûts d'acheminement, la généralisation de la notification électronique des avis de contravention constitue, pour les années à venir, un chantier prioritaire qui complètera le parcours dématérialisé existant.

UNE PRATIQUE INAUGURÉE EN 2017

L'ANTAI traite annuellement environ **25 millions de procédures contraventionnelles** issues pour moitié des chaînes de contrôle automatisé (CA) par radar (vitesse et feux rouges) et pour l'autre des terminaux de verbalisation électronique (PVe) des différents services verbalisateurs habilités (forces de sécurité intérieure, polices municipales, régies de transport public, etc.). A l'ouverture initiale du service (en 2004 pour le CA et en 2009 pour le PVe), les avis de contravention faisaient uniquement l'objet d'un envoi postal au format papier.

Afin d'alléger la procédure du côté des usagers, mais aussi de réduire les coûts d'acheminement et de limiter le risque d'incident postal, **l'ANTAI s'est engagée en 2017 dans la voie de la dématérialisation**, en mettant en place un dispositif permettant l'envoi d'avis de contravention au format électronique (eACO), à chaque fois qu'elle dispose d'une adresse électronique, soit fournie volontairement par le justiciable lors d'une verbalisation par PVe à l'occasion d'une interception, soit lors de la désignation d'un autre conducteur par le titulaire du

certificat d'immatriculation.

Dans ces deux situations, l'ANTAI envoie un message électronique au contrevenant intercepté ou désigné, l'avisant que l'eACO est téléchargeable depuis le site de l'Agence. L'envoi papier n'est déclenché qu'en dernier ressort, en cas de refus explicite de la dématérialisation par le destinataire, ou en cas d'inaction de sa part sous 7 jours.

UN USAGE PLÉBISCITÉ, SURTOUT DEPUIS DE LA CRISE SANITAIRE

Cette procédure peut être considérée comme un **véritable succès**, car le nombre d'eACO croît sensiblement d'année en année, tout comme le taux d'acceptation qui atteint 54 % en 2021 (+4 pts par rapport à 2020), montrant ainsi l'intérêt des usagers pour cette **formule novatrice et simplificatrice**, alors même que le nombre de cas où elle peut être mise en œuvre est relativement restreint. **Ainsi, en 2020, l'Agence a envoyé 1,7 million d'eACO, soit un peu plus de 5 % du total des avis de contravention.**

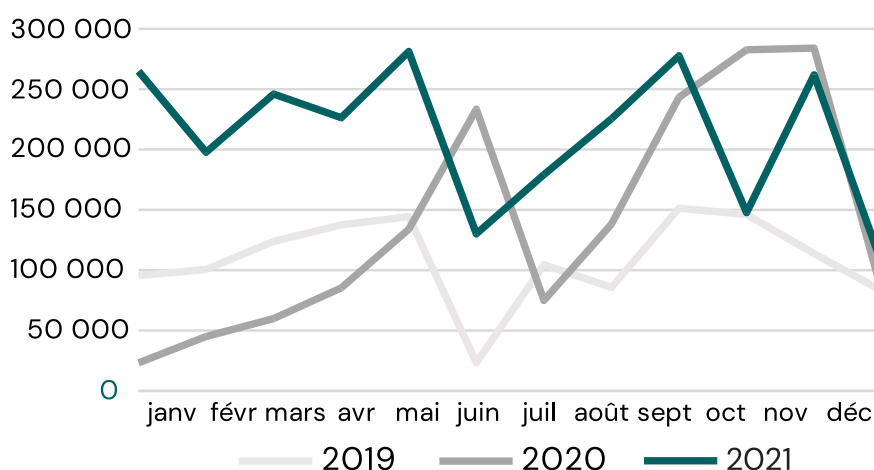
Cette **tendance haussière s'est nettement confirmée en 2021** avec un peu plus

de 2,5 millions d'ACO qui ont été envoyés par voie dématérialisée, soit une hausse 47 %, et près du double comparé à 2018 et 2019 (1,3 million) démontrant qu'il ne s'agissait pas d'un effet transitoire lié au confinement, mais davantage d'un changement structurel des comportements.



Les avantages de cette procédure dématérialisée sont multiples, à la fois pour les usagers (procédure rapide, suivi simplifié, coûts d'envoi économisés, etc.) et pour l'Etat (économies de fonctionnement).

NOMBRE D'eACO ENVOYÉS AU TITRE DE CONTRÔLE AUTOMATISÉ ET DU PROCÈS VERBAL ÉLECTRONIQUE



L'AVIS DE CONTRAVENTION ÉLECTRONIQUE

UNE PROCÉDURE RAPIDE, SIMPLIFIÉE ET SECURISÉE DEPUIS 2018



L'ANTAI reçoit l'adresse mail :

- De l'agent des forces de l'ordre suite à une interception.
- De la personne ayant effectué une désignation.



L'ANTAI envoie un courriel informant qu'un e-ACO est adressé au contrevenant.



Le contrevenant accepte l'e-ACO et procède aux démarches associées.



En cas de refus exprès ou de non consultation sous 7 jours, l'ACO est envoyé par voie postale.

RECUEILLIR UN NOMBRE PLUS ÉLEVÉ D'ADRESSES ÉLECTRONIQUES FIABLES AVEC LE CONSENTEMENT DES USAGERS

Le volume de contraventions électroniques a vocation à poursuivre son augmentation au cours des prochaines années.

La croissance sera tout d'abord portée naturellement par **l'intérêt manifesté par les usagers pour la formule et l'accroissement du nombre de situations où est pratiquée la verbalisation électronique** (nouvelles infractions forfaitisées, nouveaux services verbalisateurs).

Elle résultera également **d'évolutions à venir de l'environnement technique** du système de traitement automatisé. A compter de juin 2023, il sera en effet désormais possible pour l'Agence

d'adresser un **eACO** également au titulaire du certificat d'immatriculation, dans le cas **d'infractions sans interception** (soit donc l'intégralité du CA et la majorité du PVe), **même en l'absence de désignation**, en utilisant à cet effet l'adresse électronique enregistrée par l'utilisateur lors de l'immatriculation de son véhicule.

En parallèle, un **nouveau téléservice proposé par l'Agence Nationale des Titres Sécurisés**, qui travaille en lien étroit avec l'ANTAI sur ce sujet, permettra à l'utilisateur de renseigner ou mettre à jour lui-même son adresse électronique à tout moment, à sa convenance, dans le système d'information gérant l'immatriculation des véhicules (SIV), de la même façon qu'il peut déjà le faire avec son adresse postale.

2

Forfait Post Stationnement : de nouveaux services pour les collectivités territoriales et des démarches simplifiées pour les usagers

En 2021, l'ANTAI a connu une nette reprise des traitements FPS après une année précédente marquée par la suspension momentanée de cette activité sous l'effet de la crise sanitaire. Dans le cadre du renouvellement des conventions, l'Agence propose pour le cycle triennal 2021-2023, en association avec les acteurs de la réforme, des nouvelles fonctionnalités pour les collectivités territoriales et une amélioration des dispositions réglementaires.

LE STATIONNEMENT PAYANT DEPUIS 2018

Renforcer les compétences des collectivités territoriales

Acte III de la décentralisation, la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 visait à clarifier et à renforcer les compétences des collectivités territoriales.

En particulier, cette réforme a renforcé les compétences des municipalités en leur donnant la faculté d'adapter leur politique de stationnement aux besoins de leurs territoires.

L'objectif était en premier lieu de permettre un meilleur accès aux centres-villes en fluidifiant la circulation routière et en augmentant surtout la rotation des véhicules.

En maîtrisant la politique de tarification, l'objectif de la réforme était également d'améliorer l'incitation au paiement. **Le stationnement payant a donc été dépénalisé à compter du 1er janvier 2018 et sa politique confiée directement aux collectivités territoriales.**

Ainsi, avant cette réforme, le non-paiement du stationnement était sanctionné par une amende pénale d'un montant unique fixé à 17 euros sur l'ensemble du territoire.

Depuis lors, les usagers qui ne règlent pas ou insuffisamment leur stationnement sont redevables d'un forfait de post-stationnement (FPS), dont le montant est déterminé par chacune des collectivités bénéficiaires.

En réglant leur FPS, les automobilistes régularisent a posteriori l'occupation du domaine public local avec leur véhicule.

**En 2021,
près de 600 collectivités avaient
une convention de service complète
ou partielle avec l'ANTAI.**

Le rôle de l'ANTAI auprès des collectivités et des usagers

L'ANTAI accompagne au quotidien les collectivités territoriales et les différents acteurs du stationnement dans la mise en œuvre de cette réforme.

Dans ce nouveau cadre, l'ANTAI a un **double rôle** :

D'une part, la loi l'a désignée comme l'entité unique en charge de l'émission des titres exécutoires nécessaires au recouvrement des forfaits de post-stationnement majorés (FPSM) par les trésoreries locales.

D'autre part, l'Agence assure pour le compte des collectivités qui en font le choix l'édition et l'envoi des avis de paiement des FPS émis lors du contrôle du stationnement par les agents locaux. Cette prestation facultative inclut notamment la mise à disposition des canaux de paiement des FPS.

Pour cela l'ANTAI propose aux collectivités territoriales qui le souhaitent de lui confier l'édition et l'envoi des avis de paiement de FPS en passant une **convention dite «cycle complet»**. Les collectivités qui décident d'assurer elles-mêmes ou par l'intermédiaire d'un prestataire privé la notification des avis de paiement de FPS concluent avec l'ANTAI une convention dite **«cycle partiel»**, ce qui permet le traitement des FPS majorés uniquement.

Pour faciliter le paiement des FPS et FPSM, l'ANTAI met enfin à disposition des services locaux et des usagers un **espace dédié sur son site internet, un centre d'appels** pour répondre à leurs interrogations et un **support technique**

pour être en contact direct avec les prestataires des collectivités et détecter les éventuels dysfonctionnements qu'elles peuvent rencontrer. En revanche, à la différence des infractions pénales, l'ANTAI n'intervient pas dans le processus de contestation des FPS et FPSM, qui est exclusivement du ressort de la collectivité territoriale émettrice et de la commission du contentieux du stationnement payant (CCSP).

LE RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS

Forte hausse du nombre de FPS envoyés en 2021

Les conventions FPS « cycle complet » ou « cycle partiel » sont signées entre les collectivités territoriales et l'Agence pour une période de trois ans. Entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021, l'ANTAI a signé 577 conventions actives :
– **564 conventions dites «cycle complet»** ;
– **13 conventions dites «cycle partiel»**.

Le cycle de conventionnement a été renouvelé le 1er janvier 2021, pour la période 2021-2023. En termes de résultats, après la baisse inédite de l'activité en 2020 sous l'effet de la crise sanitaire, **le nombre de messages FPS (m-FPS) relevés a augmenté de 68% entre 2020 et 2021**, pour atteindre 11,8 millions sur l'année 2021. Cette hausse très importante est

d'abord à attribuer au démarrage du traitement par l'ANTAI des FPS minorés pour la Ville de Paris à partir de mars 2021, mais également à la décision des collectivités d'arrêter les constatations de FPS pendant le confinement de mi-mars à mi-mai 2020, et l'augmentation de l'utilisation par les collectivités territoriales de véhicules équipés de lecteurs automatiques de plaques d'immatriculation (LAPI).

Dans le même temps, le nombre d'avis de paiement (APA) initiaux envoyés a connu une hausse de 67% entre les deux dernières années, pour s'élever à 11 millions en 2021. Cette hausse est respectivement de 36% et 42% comparée à 2019 et à 2018. Le prolongement en 2021 de l'état d'urgence sanitaire n'a pas eu d'impact négatif sur les délais de traitement des FPS (délai entre l'arrivée du message FPS au Centre National de Traitement et l'envoi de l'avis de paiement initial) : la chaîne de traitement des FPS a retrouvé la performance des années pré-crise sanitaire.

En effet, **en 2021, le délai de traitement des FPS est de 3 jours et demi en moyenne**, soit 13 jours et demi de moins qu'en 2020 et stable par rapport à 2019 et 2018. Les délais de traitement rapides et l'absence d'incidents sur la chaîne de traitement des FPS ont permis d'obtenir en 2021 un ratio APA/m-FPS élevé qui s'établit à 96,3%.

Pour accompagner la mise en place du service FPS, l'ANTAI offre un espace internet dédié, un centre d'appels et un support technique.

Un service à l'écoute des besoins de ses acteurs

Dans un **souci d'optimisation de notre prestation** auprès des services locaux et des usagers et afin de corriger les éventuels dysfonctionnements, l'ANTAI travaille au quotidien avec ses partenaires pour répondre aux interrogations qu'ils peuvent avoir. L'Agence s'attèle aussi à satisfaire rapidement aux modifications et améliorations décidées par les nouvelles législations, les juridictions ou les services de l'Etat sur la réforme du stationnement payant.

L'ANTAI OPTIMISE SES PRESTATIONS

Des fonctionnalités nouvelles proposées aux services locaux

Après une phase d'expérimentation au début de l'année 2021, l'Agence propose pour les collectivités conventionnées en « cycle complet » qui le souhaiteraient

la **mise en place du paiement minoré des FPS**. Inauguré avec la Ville de Paris, ce service a été sollicité par un nombre croissant de collectivités au cours de l'année.

Par ailleurs, l'ANTAI propose désormais un **engagement d'information réciproque** en cas de modification substantielle de l'activité de stationnement payant de la collectivité ou de l'ANTAI, pour fluidifier et renforcer les échanges avec les collectivités, et **permettre d'adapter la prestation**.

Simplifier les démarches des usagers et des entreprises

L'ANTAI **améliore ses règles de traitement** à partir des cas d'usages. En particulier, la mise en place de nouvelles règles d'interrogation du système d'immatriculation des véhicules est destinée à prévenir les désagréments associés à la mise à jour tardive du certificat d'immatriculation. Une interphase a également été développée pour les entreprises de location de véhicules de courte durée qui peuvent recevoir les informations relatives à leurs FPS de manière dématérialisée puis les payer par lots.

Identifier les besoins des municipalités

L'ANTAI tire profit de ses échanges quotidiens avec les services locaux pour mettre en évidence, en lien avec les trésoreries locales, leurs principales difficultés et pour adapter son accompagnement en conséquence. Fortement sollicitée par les collectivités à ce sujet, l'Agence travaille notamment, avec le ministère de l'Intérieur et celui des Transports, à trouver une solution à la **problématique des véhicules étrangers**.

En résumé, depuis la mise en œuvre de la réforme, l'ANTAI a émis :

7,8 millions d'avis de paiement de FPS et 1,9 million de titres exécutoires en 2018

8,1 millions d'avis de paiement de FPS et 3,8 millions de titres exécutoires en 2019

6,6 millions d'avis de paiement de FPS et 1,3 millions de titres exécutoires en 2020

11,1 millions d'avis de paiement de FPS et 5,01 millions de titres exécutoires en 2021

FOCUS

La prise en charge par l'ANTAI des notifications de mise en fourrière

Créé par le décret n° 2020-775 du 24 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles, un nouveau système d'information national centralisé de gestion des fourrières a vocation à alléger sensiblement le processus actuel, qui est entièrement manuel et particulièrement fastidieux pour les forces de sécurité intérieure et les collectivités territoriales. Dans ce contexte, un nouveau service de publipostage des notifications et de gestion des retours postaux a été mis en place au bénéfice des services de l'Etat ainsi que des collectivités territoriales qui le souhaiteraient.

LES AVANTAGES D'UN TRAITEMENT TOTALEMENT AUTOMATISÉ DES AVIS DE MISE EN FOURRIÈRE

Le décret n° 2020-775 du 24 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles a introduit dans le **code de la route l'article R325-12-1** qui prévoit la création d'un système d'information national centralisé de gestion des fourrières.

Dénommé « SI-Fourrières », et placé sous le pilotage opérationnel de la délégation à la sécurité routière (DSR), l'objectif de cette nouvelle application ouverte en novembre 2020 dans une dizaine de départements pilotes et généralisée sur l'ensemble du territoire national dans le courant de l'année 2021, est de **gérer de façon informatisée la totalité du processus**, allant de la prescription de mise en fourrière aux différentes issues possibles : restitution du véhicule, vente ou destruction. Les principaux avantages attendus sont d'optimiser les délais de garde, de permettre une vision consolidée

de la situation sur le plan national, d'uniformiser les processus, et d'alléger les tâches des prescripteurs comme des gestionnaires, notamment en facilitant les envois au format papier des documents non dématérialisables.

Ces envois concernent en particulier la phase de notification au titulaire du certificat d'immatriculation, le mettant en demeure de venir récupérer son véhicule sous un délai contraint, conformément aux dispositions des articles R325-31 et R325-32 du Code de la route (cet envoi constituant le point de départ de décompte des délais), ainsi que les éventuelles relances subséquentes.

La mise en place d'un nouveau service de publipostage par l'ANTAI

La DSR, tutelle de l'Agence, a demandé à l'ANTAI d'assurer ce service d'édition et d'envoi des notifications vers les adresses situées en France par lettre recommandée avec accusé de réception, et de gérer les

retours postaux, d'abord au bénéfice des **services de l'État**, qui ont la responsabilité d'environ 400 fourrières, mais aussi au profit des **collectivités territoriales qui le souhaiteraient**, pour les quelque 300 fourrières qu'elles administrent au titre de l'article L325-13 du code de la route.

Il est cependant prévu que chaque collectivité conserve la faculté d'éditer en local et d'envoyer elle-même ses documents, notamment si elle considère que le volume de courrier à traiter est suffisamment faible pour être géré directement, sans passer par l'ANTAI.

Les services de fourrière de l'Etat et les collectivités territoriales volontaires : tous bénéficiaires du nouveau service de publipostage.

Une mise en service échelonnée, dès 2022

La mise en place de ce service de publipostage nécessitait de raccorder le SI-Fourrières au système éditique de l'ANTAI, et donc de procéder à des développements de part et d'autre.

Ces travaux se sont déroulés au cours de l'année 2021 et les tests conduits en décembre se sont avérés concluants. Ceci permet désormais une mise en service progressive à partir du début de l'année 2022 pour les services de l'État (police nationale et gendarmerie nationale).

S'agissant des collectivités territoriales, il est encore nécessaire d'effectuer des développements complémentaires sur le nouveau portail dédié aux partenaires, afin d'automatiser les opérations de sous-

cription au service sous la forme d'une convention. L'objectif est d'ouvrir ce service pour l'été 2022.

Une mise en œuvre progressive du service dès 2022

Il convient de souligner que la mise en place de ce dispositif est d'ordre strictement technique et ne s'accompagne d'aucun transfert d'attribution juridique pour les acteurs de la chaîne : en particulier, rien ne change pour les usagers, qui ont toujours vocation à s'adresser directement à la fourrière détenant leur véhicule pour récupérer celui-ci, et à l'officier du ministère public territorialement compétent pour toute contestation éventuelle de la décision de mise en fourrière, sans passer par le site de l'ANTAI ou par son Centre d'appels.

Un nouveau système d'informations pour gérer de façon informatisée la totalité du processus de traitement des avis de mise en fourrière.

Partie IV

LA GESTION DES RESSOURCES : VALORISER L'EXISTANT, ANTICIPER LE CHANGEMENT

- 1 -

DES EFFECTIFS EN PROGRESSION,
SOURCES D'ENRICHISSEMENT DES MÉTIERS ET EXPERTISES

•

- 2 -

MAINTENIR UN HAUT NIVEAU DE QUALITÉ BUDGÉTAIRE
ET FINANCIÈRE

1

Des effectifs en progression, sources d'enrichissement des métiers et expertises

Malgré une stabilisation du plafond d'emplois législatif et un contexte sanitaire durable, l'ANTAI a poursuivi ses efforts de recrutement au cours de l'année. La progression des effectifs de l'Agence, le recrutement d'experts et la structuration en pôles d'expertise a ainsi permis d'accompagner la montée en charge des missions et la diversification des métiers de l'Agence.

UNE STABILISATION DU PLAFOND D'EMPLOIS LÉGISLATIF MAIS UNE PROGRESSION DES EFFECTIFS

Les effectifs

Globalement, les **effectifs de l'Agence ont progressé de 9 ETP** entre le 31 décembre 2020 (47 agents) et le 31 décembre 2021 (56 agents) : 45 agents sous plafond d'emplois, 10 agents hors plafond et 1 agent mis à disposition contre remboursement. En effet, les créations d'emplois autorisées en 2020 (6 ETPT sous plafond et le recrutement de 2 apprentis hors plafond) ont été reportés sur l'année 2021, en raison du contexte d'état d'urgence sanitaire qui n'avait pas permis la concrétisation des recrutements sur des emplois d'expertise.

Les effectifs hors plafonds

Depuis le budget initial 2018, l'ANTAI bénéficie par ailleurs d'emplois supplémentaires hors plafond d'emplois dont le financement est assuré par des

recettes propres provenant principalement du processus de refacturation auprès des collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation du stationnement payant. En 2021, **les emplois hors plafond sont passés de 8 ETPT à 10 ETPT afin de tenir compte du renouvellement et de l'extension du périmètre des conventions** avec les transporteurs et de celles avec les collectivités pour le FPS.

Deux apprentis ont également été recrutés dans les domaines de la transformation numérique et de l'achat public, au sein de la direction administrative et financière.

La structuration en pôles d'expertise

En 2021, l'Agence s'est enrichie de nouvelles compétences et de nouveaux profils notamment avec **les recrutements de trois chefs de pôle** dans le cadre de la structuration des activités de la direction technique. Parallèlement, un **expert en intelligence artificielle** a rejoint la direction de l'innovation et des nouveaux projets.

UNE LARGE MOBILISATION DES ÉQUIPES DANS UN CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE PERSISTANTE

En 2021, les équipes de l'ANTAI ont été très largement mobilisées par la poursuite d'une part du **traitement des infractions pour non-respect des mesures sanitaires et d'autre part de la modernisation de la chaîne de traitement** des infractions et son adaptation à de nouvelles natures d'infraction ou à de nouveaux équipements.

Cette forte mobilisation dans un contexte sanitaire dégradé a notamment conduit à **accélérer la formalisation et l'encadrement du recours aux astreintes** mises en œuvre depuis plusieurs années au sein de l'ANTAI, afin d'assurer le fonctionnement des systèmes d'information de l'Agence et la sécurité des bâtiments du Centre National de Traitement à Rennes.

RÉPARTITION PAR EMPLOI

Sous plafond d'emplois	45	80,4 %
Hors plafond d'emplois (recettes propres)	10	17,9 %
Mise à disposition contre remboursement	1	1,8 %

RÉPARTITION PAR STATUT

Fonctionnaires	13	23,2 %
Agents contractuels	41	73,2 %
Apprentis	2	3,6 %

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE

Catégorie A	48	85,7 %
Catégorie B	6	10,7 %
Catégorie C	0	0,0 %
Apprentis	2	3,6 %

RÉPARTITION FEMMES/HOMMES

Femmes	25	44,6 %
Hommes	31	55,4 %

RÉPARTITION PAR SITE

Paris	37	66,1 %
Rennes	19	33,9 %

RÉPARTITION PAR ÂGE

65ans et +	1	1,8 %
60 - 64ans	3	5,4 %
55 - 59ans	8	14,3 %
50 - 54ans	8	14,3 %
45 - 49ans	12	21,4 %
40 - 44ans	8	14,3 %
35 - 39ans	2	3,6 %
30 - 34ans	4	7,1 %
25 - 29ans	9	16,1 %
- de 25ans	1	1,8 %

FORMATION

Agent ayant bénéficié d'une formation	25	23 %
Nombre de jours de formation	31	41



2

Maintenir un haut niveau de qualité budgétaire et financière

Avec un niveau global d'activité élevé, l'Agence s'est attachée à asseoir la qualité de sa gestion financière et budgétaire pour piloter de façon la plus optimale possible l'adaptation de ses chaînes de traitement à de nouvelles natures d'infractions et équipements.

BILAN DE L'EXÉCUTION FINANCIÈRE

L'année 2021 a été marquée par :

- Un niveau global de l'activité sur les quatre chaînes de traitement très élevé (+ 23 %) malgré la persistance de la crise sanitaire;
- La poursuite des nouveaux marchés « CNT5 » attribués en 2019 et 2020 ainsi que par le renouvellement au premier semestre 2021 du marché portant sur le centre de ressources et de contacts (CRC) et du marché de sécurité de Centre National de Traitement;
- La poursuite de la modernisation de la chaîne de traitement et son adaptation à de nouvelles natures d'infractions ou à de nouveaux équipements afin de lui permettre de répondre de manière efficace et réactive aux nouveaux besoins de l'État et des collectivités publiques;
- L'acquisition du Centre national de traitement de Rennes;
- Les dépenses de l'ANTAI se sont élevées en 2021 à 134,5 M€ et les ressources à 115,8 M€. Les dépenses exécutées sont en hausse par rapport à 2020 en raison

de la reprise d'activité sur toute l'année.

LES SIX GRANDES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Les **dépenses de fonctionnement et d'intervention représentent le premier poste de dépenses** (68 %) de l'Agence correspondant pour l'essentiel aux dépenses d'éditique, d'exploitation informatique et de support (gestion du CNT et dépenses courantes de l'Agence) : 91,3 M€.

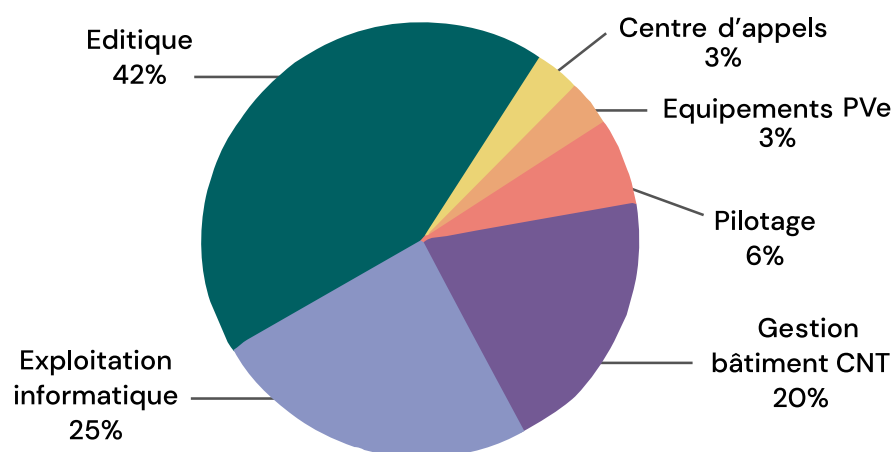
Les dépenses d'investissement (29 %) concernent principalement les différentes évolutions et les développements informatiques réalisés dans le cadre des projets relatifs à la modernisation de la chaîne de traitement et des projets spécifiques comme la forfaitisation des délits ainsi que les développements permettant l'intégration des nouvelles infractions liées au non-respect des mesures de confinement et des autres règles sanitaires : 38,5 M€. En 2021, elles intègrent l'achat pour 22,5 M€ du Centre national

de traitement de Rennes, dont l'acte de vente a été signé le 31 mars 2021. Cette acquisition permettra d'économiser un loyer d'un peu plus de 2 M€ par an. **Les dépenses de personnel (4 %) sont en progression** par rapport à 2020 en lien avec l'augmentation des effectifs : 4,7 M€.

LA PERSPECTIVE D'UNE CERTIFICATION VOLONTAIRE DES COMPTES

Par ailleurs, l'Agence a également développé le suivi de ses immobilisations dans la perspective d'une certification volontaire de ses comptes dont la mise en œuvre a été retardée en raison de l'impact de la crise sanitaire.

Toujours en progression, les dépenses d'investissements, principalement informatiques, constituent le deuxième poste de dépenses de l'Agence.



RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR DESTINATION
ANTAI EXÉCUTION 2021

L'acquisition du Centre National de Traitement de Rennes par l'ANTAI constitue une solution économique avantageuse.

FOCUS

La volonté de l'Agence de prendre le tournant de l'intelligence artificielle

Mise en place en pleine crise sanitaire, la plateforme de traitement des données de l'ANTAI (Datalab) a connu sur l'année 2021 un développement significatif, pour accompagner les projets innovants traités par l'ANTAI. Valorisation des données, agilité et sécurité guident sa raison d'être et l'action du pôle Data Innovation au quotidien.

LES MISSIONS À HAUTE VALEUR AJOUTÉE DU PÔLE DATA INNOVATION

Constituant un des **pôles d'expertise** de la Direction de l'innovation et des nouveaux projets (DINP) créée en 2019, le pôle Data Innovation de l'ANTAI a reçu pour mission de réaliser :

- **La mise en place d'une infrastructure de traitement des données** ayant vocation à recueillir et analyser l'essentiel des données métier de l'Agence. Cette plateforme permet de croiser les données entre elles, de réaliser des traitements indépendamment des applicatifs de gestion, et d'établir des mesures analytiques et des statistiques inédites ;
- **La mise en œuvre d'une politique de démocratisation de la donnée** auprès des directions et des partenaires par la mise à disposition d'outils collaboratifs de visualisation de données ;
- **Le pilotage des projets innovants** axés sur la valorisation des données via des techniques de datascience pour les partenaires de l'ANTAI ;
- **La mise en place d'une gouvernance de la donnée** pour capitaliser sur l'utilisation

et l'administration d'une cartographie des données et d'un glossaire métier afin de garantir la qualité des données utilisées dans les analyses ainsi que la compréhension de ces mêmes données.

LE DATALAB : UN OUTIL D'ANALYSE, D'EXPLORATION ET DE VALORISATION DES DONNÉES AU SERVICE DES MISSIONS DE L'AGENCE

Dans un premier temps, la DINP, grâce à son pôle Data Innovation, a mis en œuvre une **infrastructure de valorisation des données à l'état de l'art**.

En 2020, elle en a défini l'architecture technique et logicielle, et réalisé l'intégralité de sa mise en œuvre en faisant appel aux marchés data mis en place par la direction des achats de l'État (DAE) et aux fonctions support des marchés du programme CNT5.

Après le succès de la mise en œuvre du datalab et le développement des premiers cas d'usage et prototypes, la plate-forme a évolué en toute agilité en 2021 pour permettre le développement de projets innovants répondant aux nouveaux besoins de l'ANTAI.

**Le Datalab est un outil précieux
pour capitaliser les données
des chaînes de traitement,
dans un environnement
agile et sécurisé.**

3

Préparer le renouvellement des marchés métiers de l'Agence

Pour l'exécution de ses principales missions, l'ANTAI s'appuie sur des marchés publics dont le cycle de renouvellement a débuté en 2021. C'est le futur programme CNT 6 (C.N.T. pour Centre National de Traitement et 6 pour le 6ème renouvellement). Reposant sur un process long et exigeant, le renouvellement des marchés s'articule autour de trois grands principes : la continuité de service, la juste expression du besoin et la performance achat.

LES PRINCIPAUX MARCHÉS PUBLICS DE L'ANTAI

L'ANTAI déploie son expertise en s'appuyant sur des marchés publics dont certains sont mutualisés (avec la Direction des achats de l'Etat, l'UGAP, le ministère de l'Intérieur) et d'autres dont elle assure elle-même le pilotage de la passation.

La vingtaine de marchés coordonnés par l'ANTAI portent principalement sur des prestations de services qui permettent directement ou indirectement le **bon fonctionnement des quatre chaînes automatisées** de l'ANTAI : contrôle automatisé, Procès-Verbal électronique, Forfait Post-Stationnement et infractions délictueuses, auxquelles sont associées des fonctions diversifiées : Centre d'appels, paiement, éditique, ou encore vidéo codage.

Font également l'objet de marchés, les prestations portant sur **l'environnement de travail du Centre National de Traitement**, à savoir l'ensemble des fonctions supports

liées à son entretien. C'est par exemple le cas du marché de «facility management» pour l'exploitation du site ou la gestion des espaces verts.

VERS LE RENOUVELLEMENT DES MARCHÉS MÉTIERS

La passation de ces marchés, fortement interdépendants dans leur exécution, s'appuie sur des **cycles temporels** depuis la mise en place du contrôle et du traitement automatisé des infractions en 2002.

Actuellement, **sept accords-cadres** structurent le programme CNT5 dont les dates d'échéance s'échelonnent entre la fin de l'année 2022 et juin 2024. Les premiers accords-cadres à renouveler concernent :

- La maintenance applicative des logiciels d'identification des véhicules et fourniture de services d'éditique, de traitement du courrier et d'archivage
- L'assistance à maîtrise d'ouvrage de l'ANTAI
- La maintenance applicative des services liés au parcours numérique de l'utilisateur

- La maintenance applicative des applications partenaires de la chaîne de traitement automatisé des infractions et des redevances

- Le service de paiement multicanal intégré à la chaîne de traitement automatisé des infractions et des redevances, d'hébergement, d'exploitation et de maintenance applicative des applications de gestion du paiement et de mise à disposition de terminaux de paiement mobiles

- La maintenance applicative des systèmes d'information du traitement automatisé des infractions et des redevances

- L'exploitation et supervision des systèmes d'information du traitement automatisé des infractions et des redevances et des applications partenaires et fourniture de services de support utilisateur.

Ce cycle de renouvellement va également intégrer de **nouveaux systèmes d'information issus de la mise en œuvre de disposition de la loi d'orientation des mobilités** avec, par exemple, les zones à faible émission (ZFE).

LES TROIS GRANDS PRINCIPES ACHAT DU RENOUVELLEMENT

Le renouvellement des marchés s'articule autour de **trois grands axes** visant la continuité de service, la juste expression du besoin et la performance achat.

Planification pluriannuelle et continuité de service

Les principaux marchés métiers de l'ANTAI ont une **temporalité commune** : ils ont été conclus dans un intervalle de temps commun et arriveront à échéance dans un laps de temps rapproché. Compte tenu de cette forte interdépendance temporelle, la planification pluriannuelle est essentielle dans le processus achat de l'Agence. En effet, chacun des marchés, avec des prestations qui lui sont spécifiques, concourt à un intérêt commun : le fonctionnement des chaînes de traitement (contrôle automatisé, procès-verbal électronique, forfait post-stationnement et infractions délictuelles).

Au-delà des échéances des marchés, le renouvellement nécessite également de tenir compte des **périodes de transition** entre deux marchés portant sur un périmètre identique ou similaire. Ces transitions, qui peuvent durer jusqu'à six mois, selon le degré de complexité de l'activité transférée, sont l'occasion pour le titulaire sortant de **transférer la responsabilité technique** des fonctions exécutées au titulaire du nouveau marché. Ce tuilage entre les titulaires qui se succèdent est essentiel pour **garantir la continuité de service**.

Le déroulé du sourcing de l'ANTAI s'inscrit dans le respect des recommandations de la Direction des Achats de l'Etat.

Sourcing et juste expression du besoin

L'identification des besoins est exprimée par les équipes opérationnelles des directions techniques, d'innovation ou administratives de l'Agence. Pour favoriser la réflexion et le **partage des compétences** et ainsi définir au mieux le découpage des besoins et les périmètres des marchés publics pour le CNT.6, des ateliers ont été organisés en interne à partir de la rentrée 2021. Afin également d'apprécier **l'état «de l'art» sur un segment «IT»** toujours en évolution et de consolider l'expression des besoins du programme CNT.6, un sourcing a été organisé.

La réglementation autorise en effet les acheteurs à consulter les opérateurs économiques afin de les informer de leurs projets et de leurs exigences dans l'exécution de leurs missions, et de mieux connaître l'état de l'art. A l'issue de cette étape, l'ANTAI pourra vérifier que le besoin spécifié est en adéquation avec l'offre de marché, et qu'il existe bien un panel fournisseurs à même de le satisfaire dans

des conditions techniquement et économiquement satisfaisantes. Grâce à cette étape préalable, l'ANTAI sera en mesure d'exprimer au mieux ses besoins et de **construire des cahiers des charges les plus à même de stimuler la concurrence**.

Performance achat et attractivité de l'ANTAI

L'ANTAI s'attache à renforcer l'accessibilité de ces marchés publics, et à activer les leviers de la commande publique pour un achat plus responsable. Ainsi, par sa stratégie achat, l'Agence choisit un des critères de sélection des offres permettant de dégager l'offre la mieux disante en valeur «coût complet», au regard du prix de base de la fourniture ou du service, de sa qualité, de ses délais de livraison/réalisation, de sa durabilité dans le temps etc. L'ANTAI incite également les futurs titulaires à conduire leurs prestations en tenant compte de considérations sociales et environnementales.

La réflexion collaborative entre
opérationnels et le pôle achats
de la direction administrative et
financière permet d'esquisser
les périmètres des marchés du
nouveau CNT.6

FOCUS

L'écoresponsabilité au cœur de la vie du site de traitement de Rennes

Conformément à la démarche environnementale de l'ANTAI ancrée dans sa stratégie immobilière pluriannuelle, l'Agence cherche, chaque année, à placer l'environnement au cœur de son activité sur le site de traitement de Rennes. Biodiversité, restauration responsable, encouragement à la mobilité douce, économies d'énergies et de fluides constituent les quatre grands terrains d'action sur lesquels l'Agence entend bâtir, au quotidien, une activité plus vivable et plus responsable pour tous.



BIODIVERSITÉ ET PROJET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre d'un appel à projets du ministère de l'Intérieur sur la BioDiversité, le projet «Les jardins de l'ANTAI» du Centre National de Traitement de Rennes a été retenu pour son initiative qui a pour but **d'apprendre ensemble les bonnes pratiques du jardinage et de créer du lien social**.

Trois phases jalonnent le projet :

- Plantation symbolique en 2021 d'un arbre fruitier de variété endémique « Reinette d'Armorique » à l'entrée du site ;
- Installation début 2022 de bacs potagers et aromatiques, cultivés et entretenus par un groupe de volontaires issus des entités présentes au CNT. Les plantes aromatiques seront également valorisées par le prestataire de la restauration ;
- Organisation prochaine d'animations sous forme d'ateliers participatifs pour apprendre à cuisiner les produits cultivés ou initier les occupants au jardinage.

ALIMENTATION

Les prestataires de restauration et de Facility Management et l'ANTAI ont adopté ensemble des **gestes simples pour permettre à tous de manger mieux et plus responsable**, conformément aux engagements portés par la loi Egalim :

- Choix des produits : malgré le contexte économique et de difficulté d'approvisionnement actuel, une part significative des achats est réalisée sur des produits Bio, SIQO (signes officiels de la qualité et de

l'origine), ou labellisés (bleu blanc cœur, AOP...). L'origine locale est privilégiée, avec des viandes 100% d'origine française et plus de 50% des fruits et légumes d'origine bretonne. Les circuits courts sont favorisés via des partenariats pérennes avec des producteurs locaux (produits laitiers, crêpes et galettes, pain...).

- Tri et exploitation des déchets : le meilleur déchet est celui qu'on ne génère pas : les convives sont incités à ne prendre que les portions qu'ils mangeront. Le taux de déchets plateau est ainsi très inférieur à la moyenne nationale en restauration collective en entreprise. Tous les déchets sont triés et les bio-déchets partent en méthanisation à seulement quelques kilomètres du site de l'ANTAI. Les plastiques à usage unique sont prohibés.

- Gestion des invendus : les plats invendus sont proposés à la vente aux occupants à prix modique pour éviter le gaspillage. C'est l'opération quotidienne «Aussi Bon à la Maison».

MOBILITÉ

L'installation de quatre bornes pour recharge de véhicules électriques permet aux occupants et visiteurs de recharger leur véhicule pour un prix concurrentiel. Le parking vélos sécurisé propose une trentaine d'emplacements, avec des prises électriques de recharge, et progressivement d'autres équipements pour améliorer le confort des « vélotafeurs » tels que postes de gonflage et mobilier pour ranger et faire sécher les vêtements des cyclistes. A l'occasion de l'inauguration par la Ville

de Rennes de sa 2ème ligne de métro (axe Est Ouest), l'ANTAI organisera également des animations sur le site afin d'inciter les occupants du CNT à choisir des modes de déplacement plus « verts » : métro, vélos partagés de Rennes Métropole, covoiturage, trains...

ECONOMIE D'ÉNERGIE ET DE FLUIDES

La consommation électrique du CNT est importante du fait de son activité : datacenters, éditique. **Des compteurs dits « intelligents » ont été installés** afin de mieux connaître les lieux et domaines consommateurs de puissance. Leur analyse permettra de mettre en place des mesures ciblées pour réduire la consommation sans nuire au bien-être des occupants (réglages du chauffage et de la climatisation en fonction de la présence et des besoins spécifiques, optimisation des éclairages, ...).

Des actions simples visant une sensibilisation individuelle et collective sont mises en place (suppression de l'eau chaude dans les sanitaires, pas de chauffage dans les escaliers...), ainsi qu'une communication régulière auprès des occupants sur les bons gestes pour une consommation énergétique responsable.

De la même façon, un bac de récupération d'eau de pluie a été installé afin d'arroser les bacs potagers.

Glossaire.

ACO

Avis de Contravention

ACO/DIF

Taux de transformation des messages d'infraction en avis de contravention

AFD

Amende Forfaitaire Délictuelle

AFM

Amende Forfaitaire Majorée

ANTAI

Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions

APA

Avis de Paiement

C5

Contravention de 5ème classe

CA

Contrôle Automatisé

CACIR

Centre Automatisé de Constatation des Infractions Routières

CBE

Directive 2015/413/UE facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière

CI/CD

Intégration Continue/ Déploiement Continu

CJIB

Bureau Central de Recouvrement Judiciaire Néerlandais

CNT

Centre National de Traitement de Rennes

CPP

Code de Procédure Pénale

CRC

Centre de Ressources et de Contacts

DACG

Direction des Affaires Criminelles et des Grâces

DAE

Direction des Achats de l'Etat

Datalab

Plateforme de valorisation de la donnée ANTAI

DCA

Département du Contrôle Automatisé

DGFIP

Direction Générale des Finances Publiques

DGGN

Direction Générale de la Gendarmerie Nationale

DGPN

Direction Générale de la Police Nationale

DIF

Dossier d'Infraction

DINP

Direction de l'Innovation et des Nouveaux Projets

DNUM

Direction du Numérique

FPS

Forfait Post Stationnement

PMR

Personne à Mobilité Réduite

DSFR

Système Design de l'État

LOM

Loi d'Orientation des Mobilités

PVe

Procès-Verbal électronique

DSR

Délégation à la Sécurité Routière

MAPTAM

Loi de Modernisation de
l'Action Publique Territoriale et
d'Affirmation des Métropoles

SI

Système d'Information

e-ACO

Avis de Contravention Électronique

m-FPS

Message de Forfait Post
Stationnement

VAO

Verbalisation Assistée par Ordinateur

ETP (T)

Équivalent Temps Plein (Travaillé)

MIF

Message d'Infraction

ZFEm

Zones à Faibles Émissions mobilité

ETT

Équipement de Terrain Tourelle

NATINF

Nature d'Infraction

ETU

Équipement de Terrain Urbain

NEO

Nouvel Équipement Opérationnel

EuCARIS

European CAR Information System

OMP

Officier du Ministère public

**RETROUVEZ-NOUS
SUR :**

www.antai.gouv.fr

